

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS  
OUVRIÈRES  
nouvelle série

N° **811** (3196)  
du 6 au 12 juin 2024  
2 euros  
ISSN 0813 9500

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

**4 829**  
abonnés reçoivent  
ce numéro.  
Et vous ?  
(Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

**POI**

**Pour le cessez-le-feu immédiat à Gaza !  
Pour bloquer les attaques anti-ouvrières  
et anti-sociales !  
Pour refuser la guerre en Europe !**

**Dimanche 9 juin**  
**Voter LFI!**



Après les 1 000 syndicalistes qui se sont prononcés  
contre la répression et pour le cessez-le-feu à Gaza

**Des milliers de syndicalistes  
appellent aujourd'hui à voter LFI** Pages 8 et 9

MEXIQUE

**« Triomphe aux élections  
du 2 juin »**

Page 12

**Soutenez Informations ouvrières ! Faites un don - Abonnez-vous** Page 16





AFP

Le député Sébastien Delogu, aux côtés de Rima Hassan, prend la parole, le vendredi 30 mai au soir devant plusieurs milliers de manifestants rassemblés à proximité du siège de TF1/LCI pour protester contre l'interview par cette chaîne du Premier ministre israélien Netanyahu. Sont aussi présents les députés FI Thomas Portes, François Piquemal, Carlos Martens Bilongo, Louis Boyard.

Correspondant

## Chronique politique

# Le vote pour LFI le 9 juin

### La rédaction

Contraint par l'évolution de la situation, par la décision de la Cour pénale internationale et les difficultés de son chef à penser Joe Biden, Emmanuel Macron se livre aux contorsions habituelles. Il est, par exemple, pour la reconnaissance d'un Etat palestinien, mais pas maintenant.

Les massacres peuvent donc se poursuivre. Avec le cynisme propre à ce genre de personnage, il fait sanctionner par sa complice Yaël Braun-Pivet le député LFI Delogu pour avoir déployé le drapeau palestinien dans l'Assemblée nationale. Peu importe que Yaël Braun-Pivet arbore ostensiblement le drapeau d'Israël depuis son perchoir à l'Assemblée et qu'elle affiche toutes les complaisances envers le sinistre Meyer Habib qui considère les Palestiniens comme un « cancer qu'il faut éradiquer ». Il organise avec les médias complaisants devenus une véritable puissance d'Etat, la prise de parole de Netanyahu pour « parler aux Français » au moment même où celui-ci accentue les massacres à Gaza et aussi en Cisjordanie et au Liban.

### NETANYAHOU : « DÉFENSE DE L'OCCIDENT »

Les mains couvertes de sang avec son armée occupée à massacrer, il s'explique à une heure de grande écoute : « Notre victoire, c'est votre victoire ! C'est la victoire de la civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie... »

Il définit lui-même parfaitement ce que lui et son régime représentent : la colonisation. C'est au nom de l'Occident, pour y emmener le progrès à des populations barbares et incultes, pour la « Civilisation » qu'ont été menées toutes les guerres coloniales, l'Algérie, l'Irak, le Vietnam, l'Afrique. C'est la justification des pillages des ressources naturelles et de la terre, de l'asservissement des populations ou de la lutte contre le communisme, danger mortel pour la propriété privée des moyens de production. Nul doute qu'Emmanuel Macron s'y retrouve.

Il n'est pas le seul. Marine Le Pen et le RN ont dû s'extasier devant ce discours. Défense de l'Occident, combattre la barbarie, les immigrés pointés du doigt, elle comprend très bien. Et lorsque Netanyahu estime que la reconnaissance d'un Etat palestinien ferait peser le même danger que les banlieues en France, que demander de plus ?

### LE PEN : « LE RN A TOUJOURS ÉTÉ SIONISTE »

C'est donc tout naturellement que Marine Le Pen a déclaré publiquement que « le Rassemblement national a toujours été sioniste ». Les citoyens de confession juive et même les sionistes les plus convaincus feraient bien d'y regarder de plus près. Oubliée l'extermination de 6 millions de Juifs par les Nazis, considérée il y a à peine quelques années comme un « détail » ? Oubliée la défense de Pétain et son étoile jaune, les courbettes à Maurras ou la célébration de Jeanne d'Arc... ?

Que ces trois exemples aient aussi été repris par Emmanuel Macron, comme la haine de l'immigré ne change rien. Mieux vaut aller au fond des choses et ne pas accréditer les nouveaux habillages bien propres fabriqués pour se présenter blanc comme neige. Dans les sociétés mafieuses, très habiles aussi dans les mensonges et les trahisons, il y a un nom pour ça : « le baiser de la mort ».

Quant à Raphaël Glucksmann, liste PS aux élections européennes, il ose dire à Manon Aubry, avec beaucoup d'élégance « lâchez-moi les baskets, vous ne voyez pas la menace du RN ? » Mais en quoi Manon Aubry et La France insoumise sont-ils concernés par la montée du RN ?

Qui en sont les responsables si ce ne sont tous les gouvernements dits « socialistes » ? Ceux coupables de renoncements, de mensonges, de trahisons du mandat provoquant le dégoût des promesses non tenues, de l'élan brisé, des remises en cause de tous les acquis ouvriers. En réaction à cela, des millions, dégoûtés, s'abstiennent massivement ou résistent en s'abstenant. C'est le bilan de Manon Aubry ça ? Ou bien est-ce celui des « grandes person-

nalités de gauche » qui se pressent en soutien de Raphaël Glucksmann ?

Sans parler de l'appel frénétique à voter Macron en 2022, lui qui à peine élu s'est empressé de faire adopter les pires mesures du programme du RN. « Socialistes » mais pour « l'économie de guerre » derrière Macron, Biden et Le Pen. « Socialistes » mais tous en soutien de Netanyahu et sa mission civilisatrice.

### GLUCKSMANN (PS) LA TRAHISON DU SOCIALISME

Raphaël Glucksmann et sa liste PS en éclipsent même le PC. Fabien Roussel le « fréquentable », multipliant les déclarations d'allégeance à la V<sup>e</sup> République, a beaucoup moins les honneurs des médias. Son candidat, Léon Deffontaines, avec ses déclarations les plus ambiguës en particulier sur la Palestine, doit désespérer les militants communistes tant il n'a plus rien à voir avec le communisme. Il a même récemment ouvertement proposé à Jordan Bardella de travailler ensemble ! Bien intégré à la bande Glucksmann, PS, Macron, Biden... il fait campagne pour « ... livrer des armes à l'Ukraine pour affronter et faire reculer la Russie » !

C'est à Glucksmann et à son PS qu'il est dévolu de « faire le job » pour tenter à nouveau de tromper. Reprendre et distiller les accusations indignes contre Jean-Luc Mélenchon et LFI en total accord avec la campagne forcenée de Attal, Macron, RN, du JDD et des pires soutiens de Netanyahu. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Derrière la propagande et les faux semblants, il y a le fond des choses.

Dans le monde entier des millions n'acceptent pas les massacres et les tueries à Gaza. Population par millions, intellectuels, artistes, membres de l'administration Biden, 51 % de Juifs américains favorables à l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, 33 % pensent qu'Israël commet un génocide à Gaza. Des dizaines de réservistes de l'armée israélienne donnant leur nom et leur matricule se prononcent pour l'arrêt

immédiat de la guerre pour sauver les otages.

En France, de semaine en semaine, les manifestations enflent. Et il ne s'agit pas seulement de Gaza. Parmi les mots d'ordre : « Netanyahu assassin, Macron complice » s'impose. Parce que dans le même temps, la classe ouvrière se mobilise contre Macron et les patrons. Dans des secteurs clés, utilisant les JO, des augmentations de salaires ou des primes conséquentes ont été arrachées par la grève ou la menace de grève. Des travailleurs de Decathlon, de STMicro-électronique, avec leur syndicat CGT refusent que ce qu'ils produisent soit utilisé par Israël et son armée. Des militants, des citoyens, des jeunes, des associations, des syndicalistes s'engagent de plus en plus avec leurs sigles d'appartenance syndicale en dépit de la politique de leurs directions.

### PAR NOUS-MÊMES, ENSEMBLE

Ils le font par eux-mêmes et chaque fois avec La France insoumise. Malgré les répressions et les campagnes de calomnies forcenées, ils sont là, ils reviennent et la masse grandit. Ils savent que Glucksmann et Roussel ne sont pas à leurs côtés. Ils savent que LFI est là et aide de tout son poids.

Ils sont unis ensemble sans Glucksmann ni Roussel, ni même leurs hauts dirigeants syndicaux. Ils ne se laissent pas gruger par la propagande et les calomnies. Votez LFI le 9 juin prochain. C'est voter pour cette unité. Unité de la masse et de tous ceux qui, partis, syndicats, associations, militants... veulent y participer. La renforcer, l'organiser. Quel que soit le score de cette élection dont tout le monde sait le caractère particulier, il sera l'expression de cette recherche d'unité contre les Netanyahu, Macron, Le Pen, Glucksmann, Roussel et peut-être d'autres à venir.

Plus le score de LFI sera large, mieux cela sera. Mais de toutes façons, il sera, comme l'est déjà toute cette campagne, un formidable point d'appui pour l'avenir. ■



# Indignation dans le monde entier à la suite du massacre de Rafah

Depuis le dimanche 26 mai, l'armée israélienne bombarde la ville de Rafah dans le sud de la bande de Gaza. Les Gazaouis avaient été contraints par Tsahal de s'y réfugier. Les bombes se sont abattues sur les familles bloquées dans des camps. Dès le lendemain, par centaines de milliers, les peuples du monde entier manifestent contre ce massacre annoncé.



TUNISIE  
Tunis, le 27 mai.



IRAK  
Bagdad, le 27 mai.



ANGLETERRE  
Manchester, le 28 mai.



ISRAËL : Rassemblement à Tel-Aviv, le 1<sup>er</sup> juin appelant à un accord pour la libération des otages et le cessez-le-feu, à la démission du gouvernement et à des élections.



ANGLETERRE  
Londres, le 3 juin.



FRANCE  
Paris, le 1<sup>er</sup> juin.



CORÉE DU SUD  
Séoul, le 28 mai.



ITALIE  
Bologne, le 28 mai.



ÉTATS-UNIS  
New York, Brooklyn, le 31 mai.



JAPON : Tokyo, le 28 mai, devant le ministère des Affaires étrangères.



# À QUELQUES JOURS DES Contre Macron, contre Bardella, contre la guerre,

## Les députés insoumis vêtus aux couleurs de la Palestine !

Il y a une semaine Sébastien Delogu brandissait le drapeau palestinien dans l'hémicycle, en parfait écho aux milliers de manifestants révoltés par les bombardements sur Rafah. Une semaine plus tard, le 4 juin, à l'occasion d'une séance de questions au gouvernement, les députés LFI se sont habillés aux couleurs du drapeau palestinien que Rachel Kéké a déployé quelques minutes plus tard. Extraits de la question posée au gouvernement par le député LFI Aymeric Caron.

« Gaza est aujourd'hui un ghetto, où l'armée israélienne extermine un peuple que la France a abandonné. Alors je sais ce que vous allez me répondre monsieur Attal, que la France agit, qu'elle demande un cessez-le-feu, qu'elle vote des résolutions à l'Onu et affirme même parfois son désaccord mais les mots vides d'efficacité ne suffisent plus. La non-réponse de votre gouvernement aux atrocités que subissent les Palestiniens est une complicité qui fait de notre pays la honte de l'Europe. Un des moyens d'action, c'est la reconnaissance de l'Etat palestinien. Mais le président dit que c'est encore trop tôt, qu'il ne faut pas se laisser dominer par l'émotion. Ma question est la suivante: qu'est-ce que vous attendez? Qu'il n'y ait plus de Palestiniens vivants qui puissent habiter cet Etat? » ■



A l'Assemblée nationale.

## « L'union par la base »

■ Note de blog de **Jean-Luc Mélenchon**, *Confrontation*, 28 mai (extraits)

« On ne peut renoncer à l'unité du peuple. Elle est la condition de la formation d'une nouvelle majorité. Sa cohésion se confond avec celle de la nation elle-même. Mais il est évident qu'il faut en réaliser les conditions. Disons que, désormais, compte tenu des positions annoncées par Glucksmann, l'union politique avec un PS revenu à ses démons droitiers serait un obstacle à l'unité populaire. En effet, cette unité est impossible sur un programme en recul face aux questions essentielles de la vie sociale du grand nombre. Comme sur les retraites par exemple. Elle est tout aussi impossible sans combattre clairement l'islamophobie qui est le principal vecteur du racisme de masse diffusé par l'extrême droite pour diviser le peuple.

L'union et l'unité ce n'est pas pareil. L'une peut conduire à l'autre. Mais elles peuvent aussi se bloquer mutuellement. Mais, faute

d'union politique, comment construire l'unité? Par le programme d'abord. C'est-à-dire en proposant la satisfaction des revendications de la vie courante en premier lieu. Cela sans concessions. Exemple: la retraite à 60 ans.

La sortie du marché européen de l'électricité.

Ensuite, en donnant au programme un point d'appui unitaire fort et entraînant. En tous cas, puisque Glucksmann ne veut pas, il faut de toute façon ouvrir un autre chemin. Le plus simple. Le plus direct. Le plus immédiat: unir tous ceux qui le veulent, séance tenante. Qu'il s'agisse de personnes ou d'organisations. Tout de suite. L'union par la base, sur le programme déjà convenu comme "programme partagé" de la Nupes. Le faire, c'est lui donner aussitôt un point d'appui essentiel et dynamisant. Pendant les fanfaronnades du PS ressuscité de cette façon: avancer, construire. Rassembler à la base les catégories en souffrance de vie, de dignité, de futur différent. » ■

3 000 dans trois salles à Toulouse, le 1<sup>er</sup> juin



Amiens.



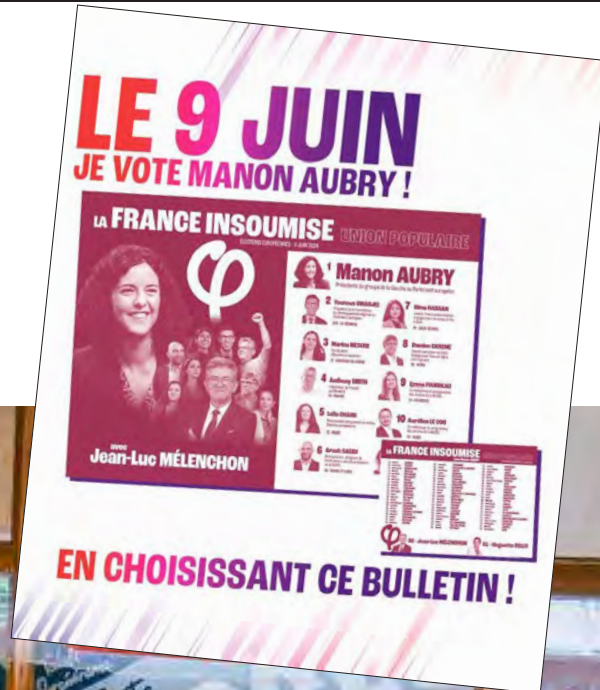
La Courneuve.



Saint-Etienne.



# ÉLECTIONS EUROPÉENNES pour la rupture ! Voter LFI



Garges-lès-Gonesse.

## GARGES-LÈS-GONESSE

### 1 000 au meeting de l'Union populaire

Près de 1000 personnes ont participé au meeting de l'Union populaire dimanche 2 juin à Garges-lès-Gonesse. Un meeting populaire où la population de Garges, mais aussi des villes alentours, Villiers-le-Bel, Arnouville, Sarcelles, était présente aux côtés de La France insoumise. A Garges-lès-Gonesse, Jean-Luc Mélenchon obtenait son score le plus important à l'élection présidentielle, « 62 % » rappelle le député hôte, Carlos Martens Bilongo.



« Nous sommes ceux qui subissent de plein fouet les politiques austéritaires en France avec Macron et au Parlement européen avec Ursula van der Leyen.

Nous sommes pour le blocage des prix, quand la Macronie et l'extrême droite votent contre. Nous sommes pour la taxation des superprofits quand la macronie et l'extrême droite votent contre. Nous sommes pour l'augmentation du Smic quand la macronie et l'extrême droite votent contre. (...)

Ils ont peur de vous. Ils ont peur du soulèvement populaire qui résiste dans nos villes et dans nos quartiers. Si nous votons, nous gagnons. Camarades ! Sortons massivement avec nos voisins dans nos tours. Allons voter ensemble le 9 juin. Aucune voix ne doit manquer pour la paix face à la propagande génocidaire qu'ils offrent à des criminels. » ■



Angers.



Bondy.

La Courneuve.



## En bref

### Communiqué des personnels en grève de la cité scolaire Voltaire (Paris 11<sup>e</sup>)

« Aujourd'hui mardi 4 juin 2024, les lycéennes et lycéens de la cité scolaire Voltaire (Paris 11<sup>e</sup>) organisent un blocus calme et pacifique de l'établissement pour protester contre les massacres en cours à Gaza. Hier, ils avaient déjà organisé une minute de silence dans la cour du lycée.

Nous, enseignantes et enseignants du lycée, avons décidé de nous mettre en grève. Comme nos élèves, nous refusons le génocide en cours à Gaza :

- cessez-le-feu immédiat,
- arrêt des massacres,
- libération des otages. »



Cité scolaire Voltaire, le 4 juin.

### Grève chez Decathlon Ile-de-France contre l'activité du groupe en Israël

Le 30 mai, la CGT Decathlon Ile-de-France a déposé un préavis de grève pour le lendemain, exigeant « la cessation de toute activité commerciale de l'entreprise sur les territoires contrôlés par l'Etat israélien, la condamnation publique par Decathlon de la situation à Gaza. (...) Notre organisation syndicale ne peut que condamner le maintien des activités de Decathlon sur le territoire contrôlé par Israël, notamment via ses dix magasins implantés. Nous salariés de Decathlon, ne voulons pas nous entacher du sang d'un génocide. »

### 7 juin : journée « ports morts » dans toute la France

La fédération nationale des ports et docks CGT appelle à une journée « ports morts » le 7 juin contre les conséquences de la réforme des retraites pour les dockers et ouvriers portuaires.

### Grève sur le RER A contre la déréglementation des conditions de travail

A Paris et en région parisienne, uniquement un train sur deux a circulé le 31 mai sur les lignes du RER A. Les quatre organisations syndicales : « La Base-RATP », la CGT-RATP, FO-RATP et Unsa-RATP dénoncent dans un communiqué commun : « les situations inacceptables de déréglementation, de mise en danger des agents et des usagers et de non-respect des conditions de travail des conducteurs » et ont appelé les conducteurs à cesser le travail. « Nous avertissons la direction que si elle s'obstine à poursuivre sa casse, elle risque de compromettre la bonne tenue des JO » ont averti dans un tract commun les quatre organisations syndicales.

## ÉTABLISSEMENTS DE LA SANTÉ PRIVÉE

# « Avec nos revendications c'est le système public de la santé que nous défendons »

Soixante-seize délégations d'établissements de la santé privée composées de plus de deux cents personnels venus des quatre coins du pays sont allées dresser le 30 mai devant le ministère de la Santé à Paris un même acte d'accusation de la politique du gouvernement : la dégradation du pouvoir d'achat des personnels est une arme de destruction de tout le secteur de la santé privée et plus généralement de tout le système de la santé du pays. Le constat est accablant : « pour une aide-soignante dans la convention

FEHAP 51 (1), le salaire d'embauche est sous le Smic » souligne une militante qui constate qu'après 40 ans d'ancienneté son salaire est toujours sous le Smic.

Franck Houlgatte, secrétaire de l'UNSOFF (Union nationale des syndicats FO de la santé privée), soutenant ce rassemblement décidé par les salariés eux-mêmes a pris la parole. Informations ouvrières reproduit ci-dessous de larges extraits de son intervention.

**C**hers camarades, C'est avec plaisir que je constate que ceux qui luttent sont présents aujourd'hui.

Nous sommes venus nombreux ici, à Paris, devant le ministère, là où les décisions se prennent.

Je tiens à tous vous remercier pour votre engagement. Merci aussi à tous ceux qui nous ont aidés financièrement à faire monter nos camarades à Paris. Merci à Rachelle Barrion, secrétaire confédérale d'être là pour représenter Frédéric Souillot, notre secrétaire général qui n'a pas pu se libérer. Merci à nos secrétaires fédéraux. Merci à la CFE-CGC de nous avoir rejoints.

Merci à nos camarades des SDAS (Syndicats des salariés de l'action sociale) FO, de la mutualité FO, ainsi que nos camarades de la CGT présents aujourd'hui. Et un grand merci aux camarades de l'UD FO de Paris et à son secrétaire général Gabriel Gaudy pour avoir sans hésiter répondu à notre demande d'aide logistique. »

### UNE MANIFESTATION PARTIE DE LA BASE

Franck Houlgatte poursuit en rappelant l'histoire du mouvement parti de la base. Soixante-seize délégués, représentant une vingtaine d'établissements se sont réunis à Angers le 20 février. À l'issue de leur rencontre, ils lancent un appel pour organiser une conférence nationale. L'UNSOFF répond à la demande, en invitant tous les syndicats FO de la santé privée et les fédérations santé de la CFE-CGC, la CGT, la CFDT, la CFTC et SUD. Le 16 avril, la conférence regroupe au total plus de 96 établissements de la santé privée à but lucratif et non lucratif. Constat est fait que

dans le secteur à but non lucratif, les fédérations patronales refusent de négocier de véritables augmentations de salaire, au prétexte de mise en œuvre d'une convention collective unique étendue (CCUE) et que dans le secteur lucratif, la FHP (fédération de l'hospitalisation privée, Ndlr) tente d'imposer le « salaire au mérite » et essaye d'entraîner les salariés dans une grève qui n'est pas la leur le 1<sup>er</sup> juin. À l'issue de cette conférence, une manifestation au ministère de la Santé est décidée pour le 30 mai

Depuis cet appel, sous la pression d'AXESS (Confédération des employeurs du secteur sanitaire, médico-social et social privé non lucratif) et du gouvernement, les patrons du secteur vont proposer aux salariés deux accords : un accord qui prévoit l'octroi des 183 euros pour les exclus du Ségur et un autre qui met en place la négociation de la convention collective unique CCUE.

**« Préparons les conditions d'une grève massive pour bloquer le gouvernement. »**



Lors de la manifestation FO de la santé privée, le 30 mai, devant le ministère de la Santé.

Frank Houlgatte ajoute :

« Ce sont des accords miroir : il est prévu que si tu en signes un, tu t'engages à signer l'autre. Donc tu acceptes de démarrer la négociation de la convention unique voulue par le gouvernement. Et dire que cette CCUE sera de haut niveau est un mensonge. (...) Il est évident que les fonds engagés ne seront pas suffisants (...). Ce gouvernement n'a qu'un objectif : rendre nos débuts de carrière plus attractifs pour endiguer la pénurie de personnel tout en baissant la masse salariale. Il veut que ce soient les salariés qui se financent la CCUE. (...) Dans le secteur lucratif (...), la grève (du 1<sup>er</sup> juin) n'aura pas lieu ! Les patrons de la FHP ont passé un deal avec le gouvernement. Sans faire grève. Ils ont obtenu de l'argent alors

que ce secteur se gave déjà d'allègements de cotisations sociales et d'allègements fiscaux qui tombent tous les mois dans les poches des actionnaires. » Patrons des secteurs privés lucratif et non lucratif manœuvrent pour n'avoir

« qu'une seule convention dans la santé privée, le social et le médico-social » d'une part « et un statut de la fonction publique hospitalière. (...) » avec le projet de fusionner les deux dans un deuxième temps.

« Leur objectif est de casser nos services publics. (...) Défendre nos conventions c'est aussi défendre nos services publics. (...) »

### À GAZA, CE SONT NOS COLLÈGUES QUI SE FONT MASSACRER

Alors que des milliers manifestent depuis trois nuits successives, ce gouvernement laisse une population se faire massacrer depuis plus de 6 mois. Le massacre des Palestiniens de Gaza

et de tous ces soignants qui sont systématiquement pris pour cible et tués pendant qu'ils essayent de sauver leurs concitoyens.

Ces massacres doivent cesser ! En tant que soignants, nous n'avons pas le droit de nous taire. Ce sont nos collègues qui se font massacrer. Nous ne pouvons pas accepter que des hôpitaux, des centres d'accueil ou des ambulances soient pris pour cible. Nous devons faire pression sur Macron et son gouvernement pour qu'il arrête de soutenir les exactions de l'armée israélienne. (...) Notre slogan à FO a toujours été « Paix, pain, liberté ». Alors, nous devons répondre et participer à toutes les manifestations pour réclamer l'arrêt des combats et la libération de tous les otages. Que ce soit en Ukraine ou en Palestine, ce sont les classes populaires qui sont les principales victimes. (...)

« Liberté ». Depuis plusieurs mois de nombreux syndicalistes se retrouvent en garde à vue et pour certains condamnés. (...) Nous ne nous tairons pas. La répression que tentent de mettre en place Macron et ses alliés ne nous fera pas reculer sur nos revendications.

Je tiens tout particulièrement à apporter mon soutien à Cyrille Venet, secrétaire général du syndicat FO des médecins hospitaliers qui est traduit devant le conseil national de l'Ordre des médecins pour avoir relayé les témoignages horribles de médecins français revenant de Gaza et pour avoir pris position contre les massacres qui sont en cours. Toute l'organisation doit être au côté de Cyrille Venet. L'attaquer c'est nous attaquer, nous sommes tous des soignants et on se doit d'être solidaire.

« Que ce soit en Ukraine ou en Palestine, ce sont les classes populaires qui sont les principales victimes. »

### « SI NOUS SOMMES LÀ AUJOURD'HUI, C'EST POUR RÉCLAMER NOTRE DÛ. »

Et pour finir : « Pain ». Si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour réclamer notre dû. (...) Leur convention unique, leur salaire au mérite, on n'en veut pas !

Ce que l'on veut, c'est une augmentation générale des salaires par l'augmentation de la valeur du point, plus aucun salaire en dessous du Smic, le Ségur pour tous et sans contrepartie, des conditions de travail de qualité, la préservation et l'amélioration de nos conventions collectives.

Ce que l'on veut, c'est que l'argent donné à la FHP aille dans la poche des salariés, que le secteur non lucratif soit financé à la hauteur de nos besoins. (...)

J'ai une proposition à vous faire : prenant appui sur le succès de cette journée, lançons un appel à tous les salariés de la santé privée, de l'action sociale : organisons ensemble à Paris, une grande conférence des délégués de nos établissements. Réunissons partout des assemblées générales, élargissons le nombre d'établissements qui rejoindront notre

mobilisation. Préparons les conditions de grève massive pour obtenir satisfaction ! En êtes-vous d'accord mes camarades, on le vote ?

Organisons-nous pour bloquer ce gouvernement. (...) C'est tous ensemble que nous gagnerons. On ne lâche rien et on continue le combat ! Et s'il le faut, on reviendra. ■

(1) Organisme employeur de la convention collective nationale du 31 octobre 1951. Plus de 35 000 salariés.



## RÉPRESSION D'ÉTAT

## Vivent les droits et libertés pour toutes et tous ! Stop à la répression et à la criminalisation.

■ Motion de la **fédération nationale des Mines et de l'Énergie CGT** et ses syndicats adoptée lors du conseil général des 29 et 30 mai 2024.

**L**a FNME-CGT et ses syndicats, réunis en conseil général, tiennent à s'exprimer contre la répression et la criminalisation des militants et pour le respect des droits et libertés démocratiques, des libertés syndicales et de la liberté d'expression.

Une escalade très inquiétante est en cours ces derniers jours avec la criminalisation de tous ceux qui sont en désaccord avec le pouvoir et qui exigent le cessez-le-feu en Palestine.

Ce sont des militants, des responsables politiques et syndicaux, comme Céline Verzeletti, Jean-Paul Delescaut, Mathilde Panot et Rima Hassan convoquées pour « apologie du terrorisme », mais aussi des étudiants comme à Sciences Po ou la Sorbonne, des lycéens, des humoristes comme Guillaume Meurice, qui sont mis en garde à vue, menacés de licenciement

ou condamnés. La condamnation de notre camarade, Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'UD du Nord à d'une peine d'une année d'emprisonnement avec sursis et 5 000 € d'amende pour « apologie du terrorisme » est aussi édifiante qu'inadmissible.

Des manifestations, des conférences sont également interdites par le gouvernement Macron alors qu'une manifestation fasciste a été parfaitement autorisée le 11 mai en plein Paris.

Le climat actuel est porteur de dangers lorsque l'on voit des accusations ahurissantes d'antisémitisme, pour ceux qui refusent le génocide du peuple palestinien perpétré par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

Dans ce climat nauséabond, la CGT et toutes ses organisations se doivent d'être en première ligne pour soutenir

tous ceux, quels qu'ils soient, qui subissent la répression et la criminalisation du gouvernement.

La FNME-CGT et tous ses syndicats dénoncent ce contexte répressif rarement égalé en France depuis les années 40. Ils dénoncent également ces attaques d'une gravité sans précédent contre les droits démocratiques et la liberté d'expression et d'opinion.

La FNME-CGT et ses syndicats sont pleinement solidaires avec tous ces militants incriminés.

La FNME-CGT et ses syndicats, pour défendre nos droits imprescriptibles de liberté d'expression et nos droits démocratiques, invitent tous leurs adhérents, tous les travailleurs et tous les retraités de l'Énergie, à participer à toutes les manifestations et aux rassemblements ou initiatives organisés en soutien à ces militants. ■

## Stop à la répression ! Défense des libertés syndicales et démocratiques.

■ Communiqué du bureau de l'**union départementale FO de Loire-Atlantique (44)** en soutien à Cyrille Venet, secrétaire général du SNMH FO.

**L**e bureau de l'union départementale CCT-Force ouvrière de Loire-Atlantique a été informé de la convocation par l'ordre des médecins de notre camarade Cyrille Venet, secrétaire général du syndicat national des médecins hospitaliers - Force ouvrière (SNMH-FO).

Cette convocation fait suite aux pressions exercées par l'Association des médecins israélites de France, depuis la publication le 19 octobre 2023 d'un communiqué du SNMH-FO, qui s'indigne notamment de la destruction d'un hôpital au nord de Gaza et reven-

dique la fin des bombardements. L'intégrité professionnelle de notre camarade est ainsi mise en cause du fait de ses prises de position contre les massacres en cours à Gaza. Il est même menacé de radiation et d'une éventuelle interdiction d'exercer ! Cela s'inscrit dans un contexte où la répression s'abat sur nombre de militants, d'étudiants, de manifestants qui exigent l'arrêt du génocide.

L'union départementale CGT-Force ouvrière de Loire-Atlantique ne l'accepte pas et apporte tout son soutien à Cyrille Venet, ainsi qu'au SNMH-FO :

– Arrêt immédiat de toutes les pressions et menaces à l'encontre de Cyrille Venet ! Défense inconditionnelle des libertés syndicales et d'expression !  
– Cessez-le-feu immédiat en Palestine !

À l'occasion des élections pour les instances nationales, l'union départementale CGT-FO de Loire-Atlantique, avec ses syndicats locaux (CHU de Nantes, CH de Saint-Nazaire, etc.) invitent les praticiens hospitaliers à porter leur voix pour les listes présentées par le SNMH-FO à l'occasion des élections du 11 au 18 juin (125 candidats du SNMH). ■

Mais la Nouvelle-Calédonie n'est-elle pas une colonie ?

## JEUX OLYMPIQUES

### Des milliers de personnes expulsées et déplacées

Avant les Jeux olympiques, plus de 5 224 personnes ont été déplacées d'Ile-de-France pour aller vers d'autres régions, depuis que ce dispositif des sas d'accueil temporaire régionaux ont été mis en place, en avril 2023, a annoncé Franceinfo mardi 4 juin. Dans le détail, 3 958 personnes ont été expulsées vers d'autres régions l'année dernière et 1 266 depuis le début de l'année 2024. Pour le collectif Le Revers de la médaille, l'organisation

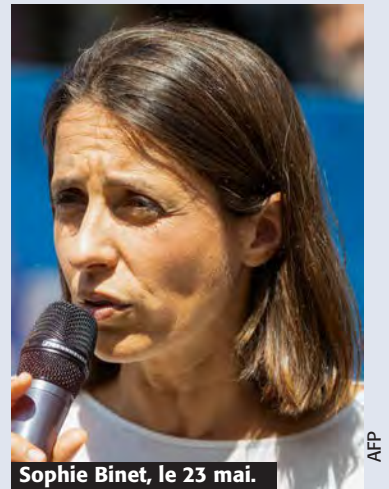
des Jeux olympiques et paralympiques contribue à « l'intensification » des « expulsions de campements de rue de personnes exilées ».

Entre le 1<sup>er</sup> mai 2023 et le 30 avril 2024, 12 545 personnes au total ont été expulsées de leur habitat précaire en Ile-de-France, parfois sans proposition d'hébergement.

Soit 3 500 personnes de plus qu'il y a deux ans, expulsées de leurs squats, bidonvilles ou campements, une hausse de 38,5 % « C'est énorme et ça montre de manière documentée le nettoyage social avant les JO », dénonce Paul Alauzy, coordinateur à Médecins du monde et porte-parole du collectif.

## Sophie Binet et le vote du 9 juin

Sophie Binet, peu avare, surtout en déclarations contre les attaques incessantes du gouvernement Macron-Attal, s'est exprimé sur les élections européennes du 9 juin.



Sophie Binet, le 23 mai.

Lucas Tîret

**O**n aurait pu penser qu'elle apporterait son soutien à la liste LFI qui en toute occasion à l'Assemblée nationale ou dans la rue soutiennent de toutes leurs forces les mobilisations, les grèves, bien souvent à l'initiative de syndicats ou de fédérations de la CGT. Ils sont aussi en première ligne dans la défense de tous les militants subissant la répression, dont nombre d'entre eux sont militants ou même dirigeants de la CGT.

Mais il n'en est rien. Contrairement à de très nombreux militants CGT qui eux en sont parfaitement conscients.

Vraisemblablement soucieuse cette fois de l'indépendance de son syndicat, elle dit ne pas prendre position pour qui que ce soit ni d'appeler à voter.

Sur France Inter dimanche 2 juin, elle déclare : « La CGT n'appelle pas à voter pour un candidat ou pour un autre » aux élections européennes » mais « à barrer la route à l'extrême droite parce que nous considérons qu'il n'y a pas pire danger pour les travailleuses et les travailleurs ». Et elle assure que son syndicat n'est dans aucun camp ni dans celui de La France insoumise ni dans celui du PS-Place Publique menée par Glucksmann. Même si le tour de passe-passe de Sophie Binet peut faire gentiment sourire, il est clair qu'elle se prononce. Donc elle appelle à voter. Ni pour LFI, ni pour le PS de Glucksmann. Mais alors pour qui ? N'ayant pas

comme habitude de sonder les reins et les cœurs, on en restera là...

On se souviendra toutefois qu'en 2017, lors du deuxième tour des élections présidentielles, les dirigeants de la CGT, comme beaucoup, avaient appelé à voter Macron pour barrer la route à l'extrême-droite. On sait ce qu'il en est advenu et il est certain que beaucoup (Sophie Binet aussi, on peut l'espérer) en ont tiré les conséquences puisque deux ans après le pseudo barrage, que nous indiquent les sondages à quelques jours du 9 juin ? Bardella à près de 30 % ! Quelle efficacité.

On notera aussi la façon avec laquelle Marie Toussaint, candidate des Verts, utilise sa participation aux états généraux de l'industrie organisés au siège de la CGT à Montreuil le 28 mai dernier, dans sa campagne.

Il est en tout cas certain que les militants syndicalistes qu'ils soient CGT, FO, FSU, Sud, CNT... se prononceraient en fonction de leurs intérêts de classe, en fonction des combats qu'ils mènent au quotidien. Et c'est très bien comme ça. ■

### En bref

KANAKY

#### Justice coloniale, machine à broyer

Six mois de prison pour un jet de bouteille ont été requis à l'encontre de deux jeunes Kanaks. Toutes les affaires ordinaires ont été reportées au tribunal correctionnel de Nouméa. Plus de 750 affaires dont 75 différends, 445 mandats de dépôts, etc. Quant aux milices de colons, elles ont prospéré sous la haute protection des gendarmes et autres troupes spécialisées. On peut parler de chasse à l'homme, comme celle qui s'est exercée en Guadeloupe, il y a encore peu, au temps des colonies.

## L'union de la gauche selon Boris Vallaud



Raphaël Glucksmann et Boris Vallaud, le 5 mai, à Morcenx-La-Nouvelle.

« **I**l y aura besoin d'une union de la gauche, est-ce qu'elle sera dans la géographie de la Nupes ? Probablement pas » a déclaré Boris Vallaud, député PS des Landes et président du groupe PS à l'Assemblée nationale dans la matinale de TF1 mardi 4 juin. « "L'union de la gauche" dont parle Boris Vallaud, c'est celle du reniement de la Nupes, c'est donc un "truc" solu-

ble dans la macronie, recollant les morceaux du quinquennat Hollande qui a porté Macron au pouvoir... Bref, le cauchemar... » a réagi le député LFI et militant POI Jérôme Legavre sur son compte X. Cauchemar que Boris Vallaud connaît bien pour y avoir participé en tant que secrétaire général adjoint de l'Elysée sous François Hollande à l'époque de la loi El Khomri.

R. A. ■





**Informations ouvrières et L'insoumission**  
s'associent pour proposer à leurs lecteurs des contenus sur les résistances et les luttes en cours aux quatre coins du pays. A retrouver sur tous les réseaux de L'insoumission et d'Informations ouvrières !

APRÈS LES 1 000 SYNDICALISTES QUI SE SONT PRONONCÉS

## Des milliers de syndicalistes ap

Nous publions dans cette double page une partie des milliers de signataires d'appels à voter LFI parmi les syndicalistes pour la plupart d'entre eux réalisés en seulement quelques jours consécutifs aux horreurs

### Syndicalistes de différents secteurs professionnels

■ Extraits de l'appel de La France insoumise

« Dans le respect de l'indépendance de nos organisations syndicales, nous faisons le choix de prendre position à titre individuel (...). Le 9 juin, nous voterons pour la liste de l'Union populaire ! »

**S**yndicalistes : le 9 juin nous faisons le choix de l'Union populaire avec Manon Aubry !

**Syndicalistes de différents secteurs professionnels, nous soutenons pleinement la liste menée par Manon Aubry pour les élections européennes du 9 juin car elle incarne le mieux la défense des droits des travailleuses et travailleurs, la bataille contre l'austérité et la lutte contre le dumping social.**

De la bataille contre la retraite à 64 ans aux attaques permanentes contre le Code du travail en passant par le saccage de nos services publics, nous subissons de plein fouet les politiques néolibérales imposées par la Commission européenne avec le soutien complice d'Emmanuel Macron.

La violence sociale qui en résulte est présente partout, dans les entreprises comme dans notre société. Ainsi dans un contexte d'inflation et de vie chère, Emmanuel Macron et la Commission nous imposent de nouvelles règles

budgetaires européennes qui vont encore sacrifier nos services publics et attaquer notre Sécurité sociale, plutôt que d'aller chercher l'argent là où il est, en taxant notamment les superprofits des multinationales, luttant contre la fraude et l'évasion fiscale et en mettant à contribution les plus riches. (...)

**Dans le respect de l'indépendance de nos organisations syndicales, nous faisons le choix de prendre position à titre individuel, convaincu.es que face à la radicalisation des forces du capital et à la montée d'une extrême droite antisociale, c'est dans l'union populaire des forces sociales, syndicales, politiques que se trouve la voie d'un projet d'émancipation en France et en Europe et d'une parole de paix partout dans le monde. Le 9 juin, nous voterons pour la liste de l'Union populaire !**

**Pour signer :**  
<https://lafranceinsoumise.fr/appel-syndicalistes-union-populaire/>

### Enseignants & universitaires

« Enseignants & universitaires, en particulier syndiqués à la FSU, FO, CGT, Solidaires, sans engager les responsabilités qu'ils occupent, décident, en tant que citoyens, de voter LFI/Union populaire le 9 juin prochain. »

**P**arce que nous sommes horrifiés des images qui nous parviennent de Gaza et de Rafah, et que nous sommes pour le cessez-le-feu immédiat;

– Parce que nous refusons d'être entraînés dans la guerre qui, comme entre l'Ukraine et la Russie, a déjà fait des milliers de victimes;

– Parce que nous sommes contre l'« économie de guerre » que propose la liste Parti socialiste (PS) / Place publique (PP) conduite par Raphaël Glucksmann;

– Parce que nous ne voulons pas du retour des Hollande, Cazeneuve, Valls qui, au pouvoir, ont particulièrement porté leurs coups contre l'École publique, en aggravant les inégalités et la territorialisation de l'école, en attaquant les statuts des personnels, en poursuivant les fermetures d'écoles, qui n'ont pas hésité à prendre les pires mesures contre l'ensemble des travailleurs (loi Macron, loi travail...), et qui encore aujourd'hui sont contre la retraite à 60 ans;

– Parce que nous ne voulons plus de cette « gauche » qui nous a trahis;

– Parce que nous sommes contre l'extrême droite, qu'on ne peut combattre en reprenant son programme;

– Parce que nous ne voulons plus de Macron qui prend tous les jours, et ce depuis son arrivée, les contre-réformes, lois et décrets, dont le seul objectif est de liquider ce qui reste de l'École publique, ses savoirs, son instruction, ses qualifications, sa gratuité, incarné aujourd'hui par la volonté du gouvernement de faire passer la réforme Attal-Belloubet dite du « choc des savoirs »;

– Parce que nous condamnons la répression systématique, qui s'abat en particulier sur nos élèves, parce que nous défendons la liberté d'opinion, la liberté d'expression, les libertés syndicales, les libertés académiques dans les universités et la recherche;

– Parce que nous voulons renforcer LFI, qui soutient tous nos combats dans nos luttes et à l'Assemblée nationale, qui ne cède pas alors qu'elle est calomniée et attaquée tous les jours;

Nous appelons à voter pour la liste LFI/Union populaire conduite par Manon Aubry, le 9 juin prochain. ■

### PARMI LES SIGNATAIRES DE L'APPEL DES ENSEIGNANTS ET DES UNIVERSITAIRES

ABARRATEGUI Sonia (95) - ABRAHAMS Laurent (93) - AIRAUD Christophe (49) - ALLAMAND Marie-Pierre (74) - ALLEMAND Denis (63) - AMNIH Soumayah (34) - ANASSIADES Antoine (75) - ANCELLE DELPLACE Ingrid (60) - ANDERSEN Peter (67) - ARNAUD Baptiste (44) - ARSANE Frédéric (69) - ATTIAS Emma (31) - AVELLA Vincent (13) - AVILA Maria-Josefa (95) - AVRY Loïc (56) - BACLE Benoît (43) - BADUEL Cécile (17) - BAEZA Marie-Rose (30) - BAFERT Florent (38) - BAILLY Céline (69) - BAKIRI Ismael (69) - BALCELLS Marie-France (13) - BANCE Océane (76) - BARBAZANGES Jean-Marie (76) - BARBIER Sandra (37) - BASSAT Laurent (95) - BATTAYEB Djamel (93) - BECKER Amandine (81) - BELHAF Jamal (78) - BELON Olivier (42) - BEN LAHOUAL Hassen (95) - BEN YACOB Inès (95) - BENABDELMOUMENE Saléha (75) - BENAINI Azzedine (69) - BEMOUFORK Riad (69) - BENOIT Christophe (34) - BERGON Cécile (37) - BERNE Laurent (43) - BERRAG Soumya (21) - BEVILACQUA Eric (38) - BEY Lea (89) - BIARNEIX Claire (74) - BINET DEZERT Camille (91) - BLANC Xavier (38) - BLIN Adam (76) - BLIN Sophie (76) - BLOT Nathalie (75) - BOICHARD Nicolas (78) - BONNEAU Vanina (2) - BONODOT Cécile (91) - BOUCHON Nadia (76) - BOUGHEROUIM Emma (75) - BOUMIER Patrick (91) - BOURATCHIK Edith (75) - BOUSOUF Islam (78) - BOUTAHAR Ahmed (75) - BRANCA Stéphanie (92) - BROUSSE Alice (76) - BRU Florian (75) - BRUCHER Yvon (67) - BRUGUERA Dominique (91) - BRUNAUD Olivier (16) - BRUNET Hélène (78) - BUCKEL Vincent (94) - BUSSY Florent (76) - BUTON Adeline (37) - CABARET-ROSSI Marianne (75) - CADEC Isabelle (44) - CAIRON Muriel (69) - CAMALET Annick (31) - CAMOREY Sabrina (75) - CANAZZI Christophe (13) - CARDON Augustin (83) - CARION Laurent (37) - CARRIQUIBORDE Jean-Jacques (75) - CASTAING Delphine (75) - CASTIGLIELLO Alicia (78) - CATHERINE Alain (83) - CAUCHOIX Nathalie (83) - CHABOUNI-SALHI Fatma (13) - CHABOUSSANT Grégory (91) - CHAILLOUX Marie (93) - CHALARD Jean-Luc (75) - CHAMPION Maxime (13) - CHARAMELET Didier (73) - CHARAUX Jean-Paul (44) - CHAZETTE Emilie (91) - CHEBLI Karim (34) - CHEDALEUX Fabien (17) - CHERFAOUI Naïm (60) - CHERFI Norredine (95) - CHEZE Philippe (13) - CHICHEAU Agnès (43) - CHOCTEAU Joëlle (56) - CHOVEL Nathalie (43) - CHURLAUD Jérôme (17) - CIONI Frédéric (6) - CLAEREBOUT Simon (40) - CLAEYS Emmanuelle (31) - CLAVEAU Lucas (6) - CLECH Nikolaz (91) - COMBES Julia (75) - CONFLANT Anne (83) - CORNIL Isaline (83) - COUPARD Rémi (76) - CRESPO Mireille (83) - CRISTOFANI Sabine (83) - CROLOIS Fanny (6) - CURE Alain (75) - D'ALMEIDA Camille (92) - DANIAU Sylvain (37) - DAP Simon (31) - DARCHEVILLE Karine (2) - DARTAGNAN Isabelle (91) - DE LA MOTA Virginia (44) - DEGORCE Valérie (17) - DEJEAN Thierry (91) - DELAGE Sophie (91) - DELEÏDU Magali (976) - DELMONT Emmanuel (76) - DENAUX Michel (91) - DENOSJEAN Marianne (01) - DESSOUTTER Alban (34) - DESURMON Dimitri (64) - DIDAOUI Fatima (69) - DIENSNER Guillaume (63) - DO Sylvie (92) - DOSDAT Yves (76) - DROGUE Magali (17) - DUCLOS Sophie (92) - DUCRUET Nina (74) - DUJANCOURT Anne-Sophie (2) - DURAND François (93) - DURAND Johnny (1)

- DURTELLE Matthieu (76) - DUVAUCHELLE Sophie (91) - EL HOUSSINE Fousya (93) - ENFROY Paula (42) - ELMOSNINO Laurence (78) - ESTIVILL Juliette (75) - EXCOFFON Sylvain (42) - FALLER Christine (83) - FARNETTI Richard (75) - FAURANT Anne-Lise (76) - FAURE Pauline (95) - FELIPE Céline (81) - FERNANDEZ Marlène (33) - FITOUSSI Jean-Pierre (75) - FLEURENTIDIER Stéphanie (92) - FONTAINE Thierry (75) - FOSSET Hélène (92) - FOURMONT Anne-Laure (93) - FRIADT Guy (60) - FROMENTEL Pascal (95) - GABARD Paul (91) - GABRIELE Nadège (69) - GADBIN Cathy (49) - GALLAND Richard (30) - GALLI Rolando (83) - GALLO France (67) - GALVAGNON François (33) - GARCIA Lorelei (91) - GASTON Johanna (91) - GAURIN Pauline (95) - GAUTHIER Laurence (91) - GAUTIER Christopher (31) - GEDON Nadine (69) - GERBIER Muriel (43) - GHEDJATI Myriam (13) - GIFE Julien (76) - GINESTE Olivier (16) - GIRAULT Nadège (89) - GLORY Patricia (64) - GOLDBAUM Sandrine (27) - GOLEO Bruno (43) - GOLEO Bruno (43) - GORISSE Valérie (43) - GOZLAN David (92) - GRANDU Nicolas (34) - GREINER Emma (93) - GRIMAUD Frédéric (13) - GUILLLOTTE Anaïs (78) - GUILLOUZI Axel (76) - GUYON Jérémie (31) - HAIDOUX Abel (34) - HAIFI Abdellah (21) - HAMEL Julie (74) - HASSANI Nadia (93) - HASSINA Majid (93) - HELOU Jonas (76) - HENRINIA Faycal (69) - HENRY Iris (17) - HENTZIE Guillaume (37) - HERAUD Régis (38) - HERCEND Delphine (56) - HERMIER Sébastien (37) - HONNORATY Christine (93) - HORIUCHI Mikki (13) - HOULETTE Fred (75) - HUNAUZ Christelle (53) - IDRAC Mickael (34) - JABOBY Sandrine (67) - JANNAUD Sylvain (37) - JEBBARI Siham (89) - JOB Marine (76) - JOUANNEAU Catherine (83) - JUJEAUX Eric (2) - JUSTE Audrey (13) - KHEDIDJA Madani (34) - KHEROUA Fatima (93) - KLAGBA Franck (75) - KOHN Isabelle (93) - KRIEGEL Frédéric (83) - LABAL Frédéric (89) - LABORDE Lison (91) - LABORIE Laurence (44) - LACOURT Charles (33) - LACOUTURE Karine (95) - LAIHADI Aberamane (69) - LALANDE Christophe (31) - LAMAMRA Youcef (69) - LANGLOIS Benjamin (91) - LANNEAUX Coralie (78) - LARDEUX Magali (49) - LARMIERE Seema (37) - LARMAGNAC Anna (93) - LARTICHAUX Daniel (95) - LAUGIER Marc (83) - LE BASTARD Sandrine (93) - LE BASTARD Noémie (37) - LE GOFF Soizic (27) - LECLERC Adrien (44) - LEFRANC Agnès (02) - LEFRANC Alain (02) - LEGAY Quentin (7) - LEGER-TRICQUET Sophie (76) - LEMAITRE Julie (76) - LEMEUNIER Samantha (78) - LENGLET Vladimir (17) - LETESSIER Véronique (76) - LEUSIE Olivier (49) - LICINI Franck (42) - LIVACHE Laurent (83) - LOBO Carlos (83) - LOHR Isabelle (37) - LOMBARDY Frédéric (33) - MABROUKI Nora (95) - MACON Hélène (44) - MALLEVAYS Christine (30) - MANGIN Céline (89) - MARC Audrey (34) - MARCEL Eric (44) - MARCHETTI HAKANI Christine (95) - MARIN Delphine (33) - MARSZALEK Antoine (59) - MARTIN Charles (64) - MARTINIS Anne (93) - MARTINEZ Miguel (77) - MATMAT Mehdi (83) - MATTHIEU Hervé (68) - MAURICE Danielle (69) - MAYEUR-GUILLOU Antoine (78) - MAYTIE Valeran (91) - MAZZERBA Roxanne (37) - MEBARKI Linda (69) - MELHAOUI Halima (93) - MERCHER Joanne (29) - MERESSE Vincent (2) - MERLET Souad (17) - MEZINE

Fatima (13) - M'HAOUI Fatima (95) - MICAELLI Brigitte (75) - MICHAUT Emilie (78) - MICHEL Suzy (67) - MIGEVAULT François (44) - MINARD Olivier (21) - MINET Géraldine (60) - MOIMEAU Christelle (83) - MOREAU France (49) - MOREL Eugénie (27) - MORENO Herminia (38) - MORIN Anne-Marie (37) - MORIN Gilles (86) - MOUDILOU Josée (69) - MOUREAUX Morgane (49) - MOZAS Cécile (37) - MULLE John (76) - NAUDET Cédric (94) - NAVARRO Muriel (37) - NAZARETH Stéphanie (70) - NAZARETH Cyril (19) - NENEZ Fabienne (13) - NIAUX Nelly (16) - NICOLAI Alexis (13) - NIEL Gilles (34) - OCART David (34) - OLLER Anne-Claudine (94) - ORTALDA François (93) - ORTEGA Camille (73) - OTARI Armin (69) - OZANNE Bruno (69) - OZENDA Gilles (13) - PAILLERET Yolaine (69) - PARISOT Naima (75) - PASADOVIC Aline (27) - PASSE Cécile (44) - PASTOR Marie (33) - PATAULT Paul (91) - PAUTRAT Marie-Catherine (93) - PEIGNE Alexis (76) - PEIRONE Matteo (92) - PEROU Jean-Claude (86) - PERRIER Laure (63) - PESCHEUR Véronique (27) - PETUAUD-LETANG Lucas (64) - PEYREGA Stéphanie (51) - PEZET Emilie (31) - PHILIPPE Bastien (01) - PICHON Jean-François (69) - PIT Nora (33) - PITAVY Jean-Christophe (42) - POIZOT Maxime (60) - POLIN Natacha (75) - POPELARD Allan (13) - PORCHERON Manuel (37) - POULAIN Marguerite (34) - POULLET Clément (91) - POZZO DI BORGIO François (02) - PREDAL Agnès (31) - PREEL Jean-Marc (76) - PROST Sylvie (30) - PROVENCE Adrien (89) - RABY Cécile (63) - RAILI Mohamed (69) - RAYNAUD Sabine (34) - REIX Edeline (78) - RIBEIRO Sébastien (78) - RICHARD René (44) - RICHE Aurélien (59) - RIOU Alexandre (91) - RIQUELME Florence (37) - ROBERT Christophe (81) - ROBERT Sandrine (81) - ROBIN Vincent (60) - ROCHE Angéline (75) - ROMAIN Lucas (89) - ROMAIN Ombeline (76) - ROQUES Alain (93) - ROZANES MONNOT Nour-Elhouda (95) - RUART Emmanuelle (69) - SAIDI Fadel (69) - SAIDI Fadel (69) - SALVAING Juliette (38) - SANTOLINI Arnaud (37) - SAOUDI Chadia (78) - SATOURI Nabil (69) - SAUGER Mélinda (78) - SAUGER Ophélie (95) - SELMA Brahim (69) - SENAC Dominique (11) - SENEGAS Philippe (13) - SERMET Vincent (95) - SEVIN Kalila (13) - SIEURIN Nathalie (76) - SOHIER Joël (51) - SOHIER Devan (78) - SOUAKER Anissa (69) - SOUGRATI Moulay-Tahar (34) - SOURROUILLE Patricia (34) - SOUTHAVILAY Voradeth (93) - SPRECHER Abel (34) - TACHIN Nicolas (63) - TAIEB Nicolas (83) - TALEB Mohamed (78) - THALMAN Ariane (37) - THEBAUT Jérôme (37) - THIBAUD Jean-Baptiste (34) - THIRIET Jérôme (89) - TORRES Sabina (75) - TOULBLANC David (91) - TOURNADRE Franck (74) - TRACOL Samuel (13) - TRINQUET François (92) - URBANI Jane (69) - VALADE Françoise (87) - VALENTIN Benoît (76) - VAQUIER Lionel (93) - VERNEAU Eric (49) - VINCENT Alexandre (38) - VINCENT Jérôme (78) - VISO Claire (76) - VOLAY Mélody (69) - VOLLE Frédéric (69) - VUILLEMIN Clotilde (89) - WAGNIART Jean-François (91) - WARNAULT Laurence (49) - WEGIEL Romain (83) - WILFERT Fabrice (13) - WIX Anne (13) - XAVIER Joël (93) - YOSRI Aberamane (93) - YUKSEL Veli (69) - ZERBINI Lauric (69) - ZOUTER Messaoud (69)...

### Sécurité sociale

Des agents de la Sécurité sociale en Ile-de-France dont des syndicalistes, sans engager les responsabilités qu'ils occupent, décident, en tant que citoyens, d'appeler à voter LFI/Union populaire le 9 juin prochain.

**P**arce que nous ne pouvons plus du silence complice devant le génocide en cours à Rafah et à Gaza et exigeons un cessez-le-feu immédiat.

– Parce que nous ne voulons pas être entraînés dans la guerre meurtrière entre la Russie et l'Ukraine, guerre qui n'engendre que la mort des populations civiles russes et ukrainiennes,

– Parce que nous refusons l'économie de guerre dans laquelle nous plonge ce gouvernement avec l'appui d'un arc dit républicain allant du RN au PS en passant par Reconquête et Renaissance ;

– Parce que nous voulons que les 413 milliards ne soient pas pour la guerre mais pour le service public dont l'École de nos enfants, la Sécurité sociale et les hôpitaux... ;

– Parce que nous condamnons la répression systématique, qui s'abat en particulier sur nos jeunes ;

– Parce que nous rejetons la mainmise de l'Etat sur la Sécurité sociale avec comme seul but de remettre en cause les ordonnances de 1945, depuis les ordonnances Juppé en passant par Marisol Touraine avec un certain Gabriel Attal comme conseiller dans son ministère qui a instauré le mépris

vis-à-vis du personnel de la Sécu, pour ouvrir la voie au gouvernement actuel du même Attal dont le gouvernement ne cesse de dire qu'il faut « refonder » notre modèle social, en clair en finir avec ce qui fonde la Sécu, en fermant les accueils et en remettant en cause les droits des assurés (montant net social, ALD, arrêts maladie... ) ;

– Parce que nous refusons que nos salaires continuent d'être bloqués avec le gel de la valeur du point et une négociation Classification au rabais ;

– Parce que nous défendons la liberté d'opinion, la liberté d'expression, les libertés syndicales et de manifestation ;



## CONTRE LA RÉPRESSION ET POUR LE Cessez-le-feu à Gaza

## Appellent aujourd'hui à voter LFI

syndicalistes dans un certain nombre de secteurs professionnels (cheminots, enseignants, hospitaliers, sécurité sociale), et les crimes commis par les bombardements de l'armée israélienne sur le camp de réfugiés à Rafah.

– Parce que nous voulons vivre dans la dignité et dans un monde en paix où nos enfants pourront s'instruire, où nous pourrions vivre de notre salaire et où notre service public sera rétabli ;  
– Parce que nous ne voulons pas vivre dans une société divisée et exigeons le retrait de la loi raciste dite « Immigration » ;  
– Parce que nous refusons toujours la retraite à 64 ans,  
Nous, employés et cadres d'organismes de Sécurité sociale d'Ile-de-France, syndiqués ou non, agissant à

titre personnel, nous décidons, en tant que citoyens, d'être du côté des seuls qui résistent et défendent les travailleurs que nous sommes.  
C'est pourquoi, nous voterons et appelons à voter pour la liste LFI/Union populaire menée par Manon Aubry le 9 juin prochain !  
Nous appelons aussi les collègues à renforcer LFI, qui soutient tous nos combats dans nos luttes et à l'Assemblée nationale que ce soit avec la loi pour la réouverture des accueils physiques du Service public, pour l'attribution du

Séjour pour les exclus du Séjour, pour la retraite à 60 ans, pour le blocage des prix et l'augmentation des salaires... LFI qui ne cède pas sur l'appel au cessez-le-feu à Gaza et à la paix entre la Russie et l'Ukraine alors qu'elle est calomniée et attaquée tous les jours. Pour toutes ces raisons, nous, employés et cadres d'organismes de Sécurité sociale d'Ile-de-France, appelons en tant que citoyens à renforcer la LFI et à voter pour la liste LFI/Union populaire menée par Manon Aubry le 9 juin prochain ! ■

## Hospitaliers

**N**ous sommes des personnels soignants, hospitaliers, syndiqués à la CGT, à FO, à Sud, à l'Unsa etc. Nous sommes horrifiés des images qui parviennent des bombardements de Gaza et de Rafah. Tant comme être humain, que comme soignant, que comme syndiqué, nous sommes contre la guerre, pour la paix, pour le cessez-le-feu. C'est pour quoi lorsque nous entendons Raphael Glucksmann se prononcer pour l'économie de guerre, lorsque nous voyons ses affiches pour la campagne des européennes montrant des soldats marchant au pas pour partir au front, nous lui disons qu'il y aille lui-même, si ça lui plaît tant.

Nous ne voulons pas du retour de la gauche de Hollande, de Valls, de Cazenove et de El-Khomri qui incarne aujourd'hui Glucksmann et qui n'a jamais rien fait que de bloquer nos salaires, fermer nos lits d'hôpitaux et casser nos statuts et conventions collectives.

Nous ne voulons pas plus de Macron et de sa complice Marine Le Pen qui ont mis leurs pas dans les pas de Hollande et consorts, pour continuer à casser nos systèmes de retraites, à briser par la violence policière, tous ceux qui ont cherché à résister : Gilets jaunes, jeunes des banlieues, comme aujourd'hui ils poursuivent de leur haine raciste tous ceux qui n'acceptent pas le massacre des palestiniens, les insultant en les accusant d'antisémitisme y compris ceux qui sont eux-mêmes juifs.

## PARMI LES SIGNATAIRES

**Alpes-de-Haute-Provence** : Bénali Dim, Volait Cédric ; **Bouches-du-Rhône** : Pozzo di Borgo Jean-Claude, Robin Rachel, Sale René ; **Charente** : Claude Billerot ; **Côte d'Or** : Buteau Catherine, Elkaim Antoine, Lady Annabelle, Pomarel Adeline, Sauvigneau Laurence ; **Gironde** : Boureau Catherine ; **Hérault** : Salsé Annie, Mauroy Véronique, Micucci Sophie ; **Indre-et-Loire** : Robert Alexandre, El Dallati Soraya ; **Isère** : Claire Arasomohano, Claire Aston, Sidy Bah, Philippe Baldino, Blandine Benet, Anne Bonhomme, Botelli-Mulas Lydia, Charlene Brison, Aline Dotto, Catherine Favier, Pablo Frasca, Pierrick Guérin, Essam Koteira, Julie Mateo, Delphine Onorati, Jean Piccioli Marion Piccioli, Romain Riboud, Michel Soulie, Cyrille Venet ; **Haute-Loire** : Tavernier Bernadette ; **Loire-Atlantique** : Jérémy Beurel, Yann Cajelot, Ludovic Camus, Mathieu Declercq, Patrick Dubreuil, Gael Le Turk, Antoine Malinas, Sylvie Moisan ; **Maine-et-Loire** : Dara An, Maiwenn Antoine, Chantal Beslé, Pamela Boué, Mariam Camara, Armelle Champagne, Pierrick Conq, Catherine Delbreil, Benjamin Delrue, Luc Delrue, Jacqueline Edouard, Jean Loup Fin, Amélia Gautier, Céline Guerneau, Vincent Jouanneau, Hélène Jouanneau, Daniel Juret, Adrien Lemerrier, Hélène Navez, Lucie Ngwembou, Christian Noguera, Mireille Vilette ; **Nord** : Aghanbou Nour-Eddine ; **Puy-de-Dôme** : Boulier Philippe, Guyot Pascale, Nouacer Siham, Patrone Daniel ; **Pyrénées-Atlantiques** : Bérété Bruno ; **Rhône** : Baba Fouad, Balguy Florence, Bernard Séverine, Blanchard Françoise, Bois Sylvie, Bringuier Jean-Luc, Chaillet Catherine, Clément Roger, Cot Etienne, Cuvelliez Brigitte, Dal Gobbo Davis, Esculier Sylvie, Ferkoune Youssef, Ferkoune

Des syndicalistes comme le secrétaire de l'UD du Nord CGT, comme le secrétaire général du SNMH-FO sont poursuivis devant les tribunaux et devant le conseil de l'Ordre des médecins. Nous ne voulons plus des Darmanin, Valls et Cazeneuve qui nous répriment, sous les applaudissements de Marine Le Pen et Zemmour. Comme soignants, comme hospitaliers, nous avons défendu nos hôpitaux, nos services d'urgence, nos malades et là aussi comme à Carhaix, ce sont les poursuites et les tribunaux pour ceux qui résistent. Ça suffit !

Lorsque nous avons combattu contre les fermetures des services hospitaliers, nous avons quelques fois réussi, même à les repousser où à obtenir leur continuité ou leur réouverture et dans ce combat comme à Aix-Pertuis où à Vénissieux, aux urgences de nuit des portes du Sud, nous avons pu compter sur des députés comme Idir Boumertit à Vénissieux, ou Sébastien Delogu et Marina Mesure dans les Bouches-du-Rhône.

Grâce à eux, nous ne sommes pas restés isolés, hôpital par hôpital, service par service. C'est pourquoi aujourd'hui nous voulons renforcer LFI qui soutient tous nos combats, toutes nos luttes sur le terrain et à l'Assemblée nationale en ne cédant pas, en ne votant pas le budget de guerre, contre nos droits, nos services publics, notre travail.

Bien sûr, le 9 juin, nous allons voter LFI et le 10 nous continuerons à leurs côtés. ■

## Cheminots

« Nous cheminot-e-s, actifs et retraités, appelons à voter et à faire voter le 9 juin, pour la liste de l'Union populaire conduite par Manon Aubry ! »

**J**e soutiens la liste l'Union populaire conduite par Manon Aubry ! Le 9 juin prochain vont se tenir les élections européennes. Cette élection, à un seul tour, peut parfois paraître éloignée. Elle est pourtant d'une importance capitale dans les choix stratégiques menés nationalement. Les cures d'austérité, appliquées drastiquement à nos services publics, découlent directement de la politique européenne actuelle.

Avec la liste de l'Union populaire, conduite par Manon Aubry, composée de syndicalistes, lanceurs d'alertes, écologistes, agriculteurs, etc. nous avons les moyens d'envoyer au Parlement européen des députés de combat pour s'opposer à cette austérité et à la casse de nos services publics.

Depuis des décennies les politiques européennes détruisent nos services publics pour les livrer au marché au nom du mythe d'une ouverture à la concurrence libre et non faussée, synonyme de prix accessibles, de services de meilleures qualités et d'une plus grande variété de choix.

Mais la réalité est tout autre ! Après 20 ans de dérégulation dans le transport ferroviaire public, marchandises et voyageurs, la situation est catastrophique ! L'Europe libérale a bradé le patrimoine national, en s'attaquant aux emplois et aux conditions de tra-

vail des personnels tout en poursuivant la dégradation du niveau de service rendu aux usager-es.

Les prix explosent, des lignes entières sont fermées ou menacées de fermeture, des camions sont balancés par milliers sur nos routes en lieu et place du train, l'ouverture à la concurrence s'accélère partout sur le territoire, les accidents ferroviaires deviennent de plus en plus récurrents. Il est urgent d'arrêter tout cela et de changer profondément les choses !

A l'heure du dérèglement climatique, le secteur du transport ferroviaire doit être un outil majeur pour désenclaver et développer les territoires tout en permettant d'engager la bifurcation écologique indispensable à l'avenir de l'humanité. Les mobilités sont des biens communs qui doivent être organisés par des services 100 % publics et accessibles à toutes et tous.

Les nouvelles règles budgétaires européennes obligent au sacrifice de nos services publics et veulent imposer la pire cure d'austérité jamais connue en Europe. Nous refusons ce scénario mortifère et abolirons ces nouvelles règles pour sortir nos services publics de la marchandisation.

Au cœur des services publics il y a la redistribution sociale et l'égalité, le socle d'une société solidaire. Sans une Europe des services publics, il n'y aura jamais d'Europe des peuples.

Face à l'abandon du ferroviaire au profit

du tout routier, nous pouvons reprendre la main dès le 9 juin prochain.

Donnons-nous la force de tout changer ! Nous cheminot-e-s, actifs et retraités, appelons à voter et à faire voter le 9 juin, pour la liste de l'Union Populaire conduite par Manon Aubry ! L'Union populaire exigera entre autres de :

– stopper la procédure de discontinuité contre Fret SNCF

– stopper l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises ainsi que voyageurs et abroger les quatre paquets ferroviaires européens

– stopper l'arrivée des méga-camions de 60 tonnes sur nos routes et de développer au contraire le fret ferroviaire

– renforcer et développer le ferroviaire national en revenant sur la base d'une seule et unique entreprise : la SNCF – la coopération et non de la concurrence entre pays européens afin de développer les trajets transfrontaliers via les trains de nuit, les trains à grande vitesse mais aussi fret.

– développer les corridors européens autant pour le transport de passager que de marchandise, sur base de financement public et sans que cela porte préjudice à l'environnement.

– remise en place d'un statut unique des agents du ferroviaire afin de lutter contre le dumping social et éviter ce qu'il se passe actuellement dans le transport routier. ■

## PARMI LES SIGNATAIRES DE L'APPEL DES CHEMINOTS

ACCART Richard (95), ACHER Serge (76), AIME Olivier (41), ALMEIDA José (31), AVE Georges (78), BAIARAC Laurent (34), BARROO Laurent (60), BELTRAN Stéphane (19), BERDAH Alain (78), BESSE Pierre (92), BLATTER Christian (75), BOU-NAANA Moussa (60), BRIOLAIS Cédric (78), BRUTAILS David (40), CALEF Nathalie (45), CARADONNA Jean-Charles (77), CARRERE Christophe (91), CATRAX Patrick (44), CERNON Béranger (91), CHARUE Dimitri (76), CHEVOLEAU François (17), COLLIN Daniel (73), CUREAU François (02), DA SILVA Marco (91), DEGENNE Eric (37), DESHAYES Michel (17), DIAGNE Ibrahim (63), DIONY Xavier (93), DUCHATELET Michel (72), DURAND Eric (17), DURAND Antoine (91), ECKHOUDT Mickael (40), ESPINOSA José (93), FECHINO Hervé

(83), FERRISSE Olivier (37), FOURQUIN Mathieu (33), FRANCOIS Valérie (60), GALLAND Daniel (26), GANDARA Marc (37), GELY William (77), GILLAN Jean-Marie (34), GINES Yann (75), GRASA François (75), GRILHERES Nicolas (83), GRILLET Christiane (04), GROUPI Claude (42), GUERDIC Robert (95), GUERIN Pierre (82), HOUPIN Christian (60), JANVRIN Melina (91), JOLIE Christian (01), JONCRET Christian (94), JURAVIER Philippe (91), KIEFFER Jean-Marie (30), LECOMTE Thierry (59), LEITTIENNE Patricia (26), LEMASLE Arnaud (76), LESTOQUOY Nicolas (37), LEVEQUE Sylvie (17), LEVRIER Olivier (75), LOISEAU Robert (17), LOZIER Jean-Denis (01), MACE Jimmy (45), MACE Didier (94), MALTOT Frédéric (51), MAR-CHAND Emmanuel (45), MELLOUL Jean-Jacques (93), METARFI

Madjid (75), MIGNON Bernard (17), MIGUET Gérard (30), MILBEO Thierry (45), MONTAGNER Bruno (57), MONTEIL Quentin (57), MOUNIER Régis (30), MOUTHON-BOUGEIS Jules (76), NOBREGA Ludovic (32), NOBREGA GUILHERME Amélie (92), OUNIFI Sarah Nagett (54), PAPIN Fabien (72), PARIS Philippe (30), PAULOU Nelly (64), PERRIN Thierry (85), PREVOST Renald, RAT Etienne (37), REY Henri (73), ROS Joël (37), SCHNEIDER Bernard (37), SERENELLI Claudio, SINOQUET Danielle (75), SORIA Yves (30), SPARFEL Jean-Pierre (34), THERY Thomas (69), THIBERVILLE Marc (89), TIDDA Jean-Marc (75), UFARTE Georges (60), URRU Ugo (06), VAUBAILLON Vincent (75), VINAY Dominique (83), WANNY Stéphane (91), WAVELET Sylvain (33), WEIL Jean-Marc (22)...



Jour par jour, suivez le fil Telegram d'Informations ouvrières en continu : Palestine, actualité de la lutte de classe.

t.me/ioRetraites



## SÉCURITÉ SOCIALE

## « Les menaces planent sur les affections longue durée et les indemnités journalières »

■ Déclaration de **Cécile Vélasquez**, secrétaire générale de la Fédération nationale des personnels des organismes sociaux CGT, lors de la réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, le 30 mai.

« **L**à où les fondateurs de la Sécurité sociale raisonnaient en fonction des besoins de la population, nous sommes passés dans une logique financière, notamment depuis le plan Juppé et la mise en place des lois de financements de la Sécurité sociale.

Ambroise Croizat, seul ministre des travailleurs, en créant la Sécurité sociale, a libéré la population, lui permettant enfin de « vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail, en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins ».

Depuis 2017, le président de la République poursuit le détricotage appelé de ses vœux par le grand patronat. Avec vos réformes successives, vous voulez faire revenir cette peur du lendemain sous prétexte budgétaire.

La Sécurité sociale affiche un déficit de 10,8 milliards d'euros pour 2023 et, après de nombreuses décisions austéritaires (coupes, augmentations insuffisantes, etc.), le gouvernement envisage à nouveau de réduire et de limiter les dépenses sociales.

### 80 MILLIARDS D'EXONÉRATIONS AU BÉNÉFICE DES ENTREPRISES

Sur l'état des finances sociales, précisons immédiatement que votre alarmisme est plus que contestable dans la mesure où le déficit de la Sécurité sociale résulte de vos décisions : que ce soit par les charges indues mises sur la Sécurité sociale, ou la non-compensation d'exonérations de plus en plus fréquentes. D'ailleurs les exonérations de cotisations octroyées aux entreprises ont franchi le cap des 80 milliards d'euros. A tel point que lors d'une audition parlementaire de juin dernier, une délégation de l'Igas et de l'IGF (1) a admis devant la mission d'évaluation des comptes de la Sécurité sociale (Mecss) qu'il lui faudrait au moins trois ans pour pouvoir étudier l'efficacité des exonérations tant elles sont nombreuses.

Venant aux comptes, puisque c'est l'objet du jour. Sur la Santé, l'Ondam 2024 (2), déjà insuffisant, est dépassé et va sûrement servir de prétexte à un nouveau tour de vis, si l'on en croit l'audition du ministre de la Santé au Sénat le 21 mai dernier. Après le doublement des franchises médicales, les menaces planent sur les affections longue durée ou encore les indemnités journalières. » ■

(1) Respectivement : inspection générale des Affaires sociales et inspection générale des Finances (Ndlr).

(2) Objectif national annuel de dépenses d'assurance maladie, institué par le plan Juppé en 1996 (Ndlr).

Macron voudrait faire de l'élection européenne du 9 juin un plébiscite pour la guerre en Ukraine aux côtés de Zelensky et de l'Otan. Il a multiplié ces dernières semaines les déclarations et les discours alarmistes et va-t'en-guerre.

**Bruno Ricque**

**E**n Allemagne, Macron déclare le 27 mai : « Au moment même où on a ces immenses défis géopolitiques, la guerre..., c'est important d'aller voter aux européennes ».

Puis il participe le 28 mai à un conseil franco-allemand de défense, qui insiste dans ses conclusions sur le « développement de l'industrie de défense européenne » pour « accélérer la production en Europe ». Cela réjouira la tête de liste du PS, Glucksmann, qui réclame que l'Europe passe en « économie de guerre ».

La propagande des médias, avec accord de tous les partis sauf LFI, pour toujours plus d'armes, toujours plus s'engager dans la guerre, se heurte à la résistance de la population et de la jeunesse à cette escalade.

Quand la population manifeste, c'est pour défendre l'école et les hôpitaux menacés par le gouvernement, pas pour les 413 milliards que Macron a confisqués pour la guerre (loi pluriannuelle de programmation militaire).

### ENGRENAGE

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, la Pologne... vien-

ent d'autoriser l'Ukraine à frapper des cibles à l'intérieur de la Russie avec leurs armes. La France prépare l'envoi de militaires français instructeurs en Ukraine aux côtés des combattants.

Le journal *Le Monde* prévoit des annonces dans ce sens « lors de la venue en France du président ukrainien Zelensky, à l'occasion des 80 ans du débarquement en Normandie, les 6 et 7 juin. Emmanuel Macron pourrait alors dévoiler les contours d'une telle initiative [pour l'envoi de soldats français en Ukraine] ».

Il faut rappeler que les jeunes Russes comme les jeunes Ukrainiens n'en peuvent plus de la guerre, ne veulent plus aller au front, les désertions se poursuivent, Poutine et Zelensky enrôlent la jeunesse par la répression et la contrainte.

Cette mécanique pour envoyer toujours plus d'armes, toujours plus de jeunes se faire tuer au front, répond aux intérêts des marchands d'armes, mais peut déboucher sur un embrasement dévastateur.

Il est nécessaire pour les jeunes, pour la population, pour la classe ouvrière, de faire grandir le refus de la guerre, l'exigence d'un cessez-le-feu, le refus d'envoi d'armes et de soldats. C'est le sens de l'appel du 4 mai signé par des militants et responsables de vingt-quatre pays (voir notre précédent numéro).

Ceci s'exprimera aussi dans les élections européennes par le vote LFI comme y appelle Jean-Luc Mélenchon. ■

# Non à la guerre !

## « Le vote Insoumis, le vote pour la paix ! »

■ Extrait du discours de **Jean-Luc Mélenchon** au meeting LFI, lundi 27 mai à Besançon

« **R**egardez en ce moment avec l'Ukraine. C'est un danger mortel que cette guerre. Il faut l'arrêter ! Et quand nous le disons, vous avez vu comment on est traités ? « Capitulars, Munichois »... « On va aller au sol... » Même M. Glucksmann nous dit oui-oui. Et bien, vas-y ! Vas-y le premier ! Tu nous diras comment ça se passe... »

Vous savez combien il y a de soldats français dans le coin ? Uniformes français, matériels, drapeaux bleu-blanc-rouge. 2 000 ! 2 000 !

En Estonie, là-bas nous avons 120 parachutistes, 300 militaires, des véhicules blindés et divers matériels.

En Pologne, en Bulgarie, en Roumanie, en Croatie, sur le front est de l'Otan : plus de 500 Français. Et du matériel de défense aérienne. Le matériel, quand on l'amène, en général c'est pour s'en servir. En Estonie, dont je viens de vous parler, non seulement il y a des parachutistes, il y a un peloton blindé, mais il y a aussi quatre canons Caesar. Le canon Caesar, c'est pour canonner ; de l'autre côté, c'est la Russie... »

Après, vous avez la Lituanie, avec une mission de police du ciel, quatre Rafales, cent soldats.

Et en mer Baltique, comme la Suède est rentrée dans l'Otan, nous, les Français, nous avons toujours quelque chose à vendre. Alors on est là, on fait des démonstrations de bateaux anti-mines, de robots en eau profonde.

Cela signifie que nous faisons partie des causes possibles de la guerre.

En toute hypothèse, nous sommes en première ligne pour être directement concernés par la moindre réplique générale. ■

La Première Guerre mondiale, à l'école, on vous apprend les causes que l'on a racontées après. Mais si vous regardez la Première Guerre mondiale de l'arrière vers l'avant, il n'y avait rien qui condamnait à la guerre. Il y avait des raisons, mais la première raison, c'était déjà l'économie de guerre.

L'économie de guerre, c'est ce qui permet aux Etats-Unis de relancer sans arrêt leur économie qui n'est pas une économie productive. 57% du matériel qui arrive en Ukraine est acheté directement aux Etats-Unis. Nous sommes le premier bailleur de fonds de l'industrie de guerre américaine.

C'est du cuivre, du caoutchouc, des milliers d'emplois. Voilà comment le capital trouve son compte dans la guerre et comment les sociétés qui participent à l'économie de guerre peuvent penser qu'elles y ont intérêt. La guerre, c'est toujours pareil : on accumule la revanche, les vendettas, sans fin. Il faut tout faire pour bloquer la guerre.

Dans le vote qu'on aura le 9 juin, je vous parle avec tout le sérieux de quelqu'un qui s'intéresse de très près à l'actualité chaque jour : vous avez la possibilité de donner une opinion sur le fait que vous ne voulez pas de la guerre. Parce que l'unique organisation qui s'oppose à la guerre, qui dit qu'on peut trouver une sortie par le haut, y compris en Ukraine, ce sont les Insoumis et la liste de Manon Aubry. Il n'y en a pas d'autre. Pas d'autre ! Vous n'avez aucun autre vote que celui-là.

Le vote pour la paix, le voilà ! C'est le moment d'être du bon côté. » ■

## La jeunesse, cible privilégiée de la propagande guerrière gouvernementale

**Yan Legoff**

**Les premiers résultats de Parcoursup sont tombés, et l'armée lance une campagne de recrutement...**

**L**a machine à broyer Parcoursup a craché ses premiers résultats, pour près de 650 000 lycéens, le 30 mai. Pour des centaines de milliers d'entre eux, commencent l'angoisse des listes d'attente et la rage d'avoir été refusés dans les formations espérées.

Toute une jeunesse veut apprendre, vivre, se construire un avenir et le gouvernement lui oppose la violence des algorithmes de sélection et d'éviction. Les familles les plus fortunées pourront toujours se rabattre sur l'enseignement supérieur privé, florissant ! Une politique délibérée.

Au même moment, comme par hasard, se déploient dans les médias des campagnes de recrutement pour l'armée. Pas de place en école de soins infirmiers ? Pas assez de ressources pour payer une

école privée ? Il vous reste l'armée de terre... Quel avenir pour la jeunesse !

La propagande de l'Etat ne recule devant rien. Pour bien conditionner les plus jeunes, il va jusqu'à la promotion du service national universel (SNU) dans les sujets d'examen.

Un syndicat (la fédération FO de l'enseignement) nous apprend que « le service national universel et l'engagement » tenait lieu de sujet aux épreuves du brevet, début juin, pour les collégiens scolarisés en Amérique du Nord.

### UNE ÉPREUVE D'EXAMEN À LA GLOIRE DU SNU

En guise de documents, leur étaient proposés un extrait d'un article de presse présentant des informations sur l'organisation du SNU, puis un extrait d'un dépliant gouvernemental. Dans le premier document, les élèves pouvaient lire notamment que le SNU est « aussi l'occasion de former aux valeurs patriotiques avec levée des couleurs chaque matin, une journée dédiée à la défense de la mémoire et une

visite du centre commando de Mont-Louis (un centre d'entraînement de l'armée) ».

Les candidats étaient invités à « [expliquer] à [leurs] camarades les conditions pour participer au SNU, les activités proposées et les objectifs de ce séjour de cohésion »...

Et le syndicat de commenter : « Avec un tel bourrage de crâne digne de la propagande la plus écoulée, on ne serait même pas surpris de voir les collégiens invités à chanter au chef de l'Etat ! »

Le gouvernement se heurte au refus massif des jeunes, de leurs familles, des enseignants et de leurs organisations. Le SNU est un flop.

L'an dernier, sur 500 000 élèves de seconde, seuls 40 000 ont effectué ce que le gouvernement appelle un « séjour de cohésion ».

Les jeunes, leurs parents, ne veulent pas de la casse de l'école publique, de l'embrigadement, et de la marche à la guerre qui a privé, cette année, le ministère de l'Education nationale de 700 millions d'euros.

Non au SNU, abrogation de Parcoursup et de toutes les contre-réformes qui prive la jeunesse de son droit à l'instruction publique ! ■



**CHEZ NOUS, PAS BESOIN DE CV.**

ET SI C'ÉTAIT POUR VOUS ?



Propagande du gouvernement.



GRANDE-BRETAGNE &gt; Elections du 4 juillet

## Le Workers Party of Britain : la rupture avec l'ordre établi

George Galloway, fondateur du Workers Party of Britain en 2019, a lancé samedi 1<sup>er</sup> juin sa campagne pour les élections générales du 4 juillet prochain. Son parti « présentera des centaines de candidats ». Il pense obtenir des centaines de milliers de voix. Le Parti travailliste de Starmer montre une fébrilité certaine.

JP Martin

À propos de Sunak et de Starmer, Galloway a déclaré : « Ils sont indiscernables sur tout ce qui compte – qu'il s'agisse de l'économie ou de la société. C'est Blair contre Blair dans cette campagne électorale ». Le programme de fondation du Workers Party of Britain (voir encadré) est sans équivoque : il est en profonde rupture avec l'ordre établi, se plaçant résolument du côté des travailleurs et des peuples opprimés. Cette rupture s'est déjà manifestée dans les faits avec une campagne électorale axée sur la défense des Palestiniens dans l'élec-

tion partielle gagnée de Rochdale, puis de nouveau dans les élections locales de mai dernier. Le surgissement de ce parti bouleverse le jeu politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Face au programme de Galloway, même Corbyn fait pâle figure quand il promet pour tout programme « d'être une voix indépendante pour l'égalité, la démocratie et la paix », dans la circonscription de Londres où il se représente comme « indépendant ».

### DIANE ABBOTT RÉINTÉGRÉE COMME CANDIDATE DU LABOUR

La « domestication » du Parti travailliste par Starmer n'apparaît pas encore tout à fait complète. Subissant de nombreuses pressions de l'intérieur même de son parti, il a été contraint de réintégrer comme candidate travailliste Diane Abbott, première députée travailliste noire au Royaume-Uni en 1987, figure emblématique de la lutte contre le racisme et soutien inlassable du peuple palestinien. Mais dans le même temps Starmer interdit à Faiza Shaheen, musulmane, pour-

### Le programme en dix points du Workers Party of Britain

- 1- La fin des guerres impérialistes, de la domination financière, et pour commencer, le retrait de l'Otan.
- 2- Reconstruire l'industrie britannique et abolir la « rationalisation » anti-ouvrière qui fait passer les profits avant les gens pour fournir à tous des emplois utiles et sûrs dans des conditions décentes, avec des salaires décentes, des congés payés, des congés de maladie, de maternité, etc.
- 3- Un logement décent, bon marché et sécurisé pour tous.
- 4- Des services de garde d'enfants et d'éducation préscolaires gratuits et de haute qualité, suivis d'une éducation et d'une formation professionnelle de haute qualité et

- gratuites tout au long de la vie.
- 5- Des soins de santé gratuits et complets sans listes d'attente, accompagné d'un accès facile à des aliments bon marché et nutritifs.
- 6- Des laveries, crèches et restaurants publics de haute qualité qui permettent aux femmes de participer au travail et à la vie publique sans préjugés ni barrières physiques.
- 7- La fourniture gratuite et de haute qualité de tous les services de soutien nécessaires aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Un soutien total de l'Etat pour permettre aux familles de s'occuper des personnes âgées, avec des maisons de retraite et des logements protégés

pour ceux qui en ont besoin, afin que tous les travailleurs puissent vivre une vie pleine, digne et pleine de sens.

- 8- Un accès universel à un système de transports publics intégré, bon marché ou gratuit, et à toutes les commodités essentielles : eau, assainissement, chauffage, électricité, poste, téléphone, internet.
- 9- Un accès ouvert et facile à toutes les formes de culture et de médias.
- 10- Un gouvernement qui donne la priorité à l'octroi de ressources pour résoudre des problèmes urgents tels que la nécessité de vivre de manière durable et de protéger notre environnement naturel, en mettant la science au service du peuple. ■

tant désignée localement à la majorité des militants travaillistes de la circonscription, d'être candidate. LabourList, un site internet périphérique du Parti travailliste, révèle que des zones baptisées « zones de combat »

– notamment là où se trouve une population musulmane importante et où se présentent des candidats « indépendants » – ont été identifiées par le Parti travailliste qui craint une hémorragie de sièges dans ces « zones » (au moins

seize selon LabourList, qui reprend une information du site du Parti travailliste), sièges que l'on imaginait « ultra sécurisés », et dont certains sont occupés par des membres de l'actuel cabinet-fantôme travailliste. ■

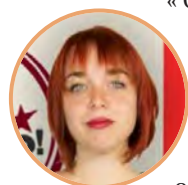
ITALIE

## Manifestation nationale à Rome contre le gouvernement Meloni et contre la guerre

Reportage

Le 1<sup>er</sup> juin, des milliers de personnes ont participé à la manifestation nationale organisée par Potere al Popolo contre le gouvernement Meloni et la guerre. Venu de toute l'Italie, des salariés avec leur organisation syndicale USB, des étudiants et lycéens, des militants politiques et des associations palestiniennes et des travailleurs sans-papiers ont manifesté entre la piazza Vittorio et la porta Pia, près de la gare Termini. Le POI était présent à cette manifestation. Nous avons rencontré certains des organisateurs de cette manifestation.

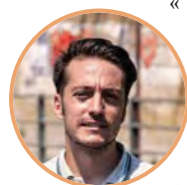
Marta Collot, porte-parole de Potere al Popolo



« On travaille depuis des semaines à cette manifestation avec différentes organisations, on a choisi le 1<sup>er</sup> juin car aujourd'hui Meloni organise également une manifestation ici à Rome pour couronner son présidentialisme. Nous voulons ici revendiquer une réelle opposition sociale au gouvernement Meloni. C'est un gouvernement de fascistes qui est en train de porter une politique économique identique à celle du précédent gouvernement, celui de Draghi. Il a renouvelé le pacte de stabilité européen contrairement à ce qu'il avait annoncé, c'est un gouvernement contre le peuple et les travailleurs. C'est le gouvernement de la guerre, avec l'augmentation des dépenses militaires et l'envoi des armes, et qui ne fait rien contre le génocide à Gaza. Ici il y a des associations

palestiniennes, des étudiants, des salariés. C'est important ce qu'on fait aujourd'hui, il y a beaucoup de monde. Nous voulons montrer qu'il existe une opposition dans ce pays, cela doit aider à construire une opposition plus large et plus forte. Il n'y a pas d'opposition réelle aujourd'hui au Parlement. »

Giuliano Granato, porte-parole de Potere al Popolo



« En Italie, comme chez vous en France, des députés ont brandi le drapeau palestinien à l'assemblée mais ils n'ont pas eu de sanctions à l'heure actuelle. Nous pensons que c'est un geste nécessaire même si montrer le drapeau huit mois après le début du génocide, ce n'est pas

assez. La vérité est que les partis présents au Parlement en Italie sont en retrait du mouvement de protestation pour la Palestine. Mais si, après huit mois, ces partis ont décidé de faire ce geste, c'est parce qu'en Italie comme dans le monde entier il y a encore des milliers de personnes qui descendent dans la rue en soutien à la Palestine. Si les parlementaires voulaient vraiment faire quelque chose, ils pourraient proposer l'embargo militaire, car l'Italie continue de fournir des armes à Israël, la rupture des relations diplomatiques avec Israël. La mobilisation des jeunes en Italie est très importante. Ils ont dressé des camps pour demander l'arrêt des relations académiques avec Israël, ce qu'ils ont réussi à faire à Bari et à Turin. Cela montre que la lutte sert, les conquêtes que nous avons c'est grâce à la lutte. Le vote vient ensuite. » ■



Plusieurs milliers de manifestants contre le gouvernement Meloni et contre la guerre, à Rome, le 1<sup>er</sup> juin.

UKRAINE

## L'Otan en première ligne

Lucien Gauthier

L'escalade guerrière franchit de nouvelles étapes. De nombreux pays européens, dont la France et la Grande-Bretagne, déclarent autoriser l'Ukraine à frapper la Russie en profondeur avec leurs missiles. On savait déjà que des forces spéciales britanniques étaient présentes en Ukraine et il a été déclaré publiquement que l'armée française avait envoyé des instructeurs en Ukraine même. Les Etats-Unis, plus prudents, autorisent l'Ukraine à utiliser des missiles américains pour frapper les bases russes en Russie, mais seulement dans la région voisine de Kharkiv. De leurs côtés, les autorités russes organisent des essais sur leur matériel potentiellement porteur d'ogives nucléaires. Et il est clair que les pays membres de l'Otan sont à présent ouvertement cobelligérants dans cette guerre.

Le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères a encore réaffirmé que les Etats-Unis n'étaient pas pour la chute de Poutine, terrifiés qu'ils sont des conséquences que pourraient avoir une explosion de la Russie. ■

### « Je suis seule, j'en ai marre ! »

Une quinzaine de femmes de soldat se sont courageusement rassemblées, lundi, devant les grilles du ministère de la Défense à Moscou pour exiger le retour de leur mari dans leur foyer. Une des pancartes disait : « Je suis seule, j'en ai marre ! ». ■



### En bref

#### Ils ont signé l'appel du Comité de liaison européen contre la guerre

Le 4 mai dernier, des délégués de seize pays d'Europe se sont réunis à l'initiative du Comité de liaison européen contre la guerre et ont adopté un appel : Pour l'arrêt des massacres du peuple palestinien ! Pour le cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Ukraine ! Pour l'arrêt des livraisons



d'armes ! et contre toute intervention militaire des forces de l'Otan en Ukraine ! Clare Daly, députée au Parlement européen pour Dublin et Mick Wallace, député au Parlement européen pour l'Irlande du sud ont signé cet appel, aux côtés de centaines de militants et responsables dans vingt pays d'Europe.



Correspondant



MEXIQUE &gt; Déclaration d'El Trabajo

## Triomphe aux élections du 2 juin

Morena (Mouvement de régénération nationale) vient de remporter une victoire écrasante, dimanche 2 juin, portée par une mobilisation enthousiaste et massive pour le scrutin.

**L**e taux de participation atteint 60 % de l'électorat. Claudia Sheinbaum, candidate de Morena, remporte la présidence avec 35 millions de voix. Plus du double de ce qu'obtient la candidate des partis du PRI, du PAN et du PRD réunis.

Morena remporte sept des neuf postes de gouverneur. Il présidera 24 entités sur un total de 32, dont Mexico, la capitale du pays. Les données de l'Institut national électoral (INE) indiquent que Morena bénéficiera d'une majorité qualifiée à la Chambre des députés et probablement au Sénat.

Et une majorité qualifiée de 67 % est requise dans les deux chambres pour introduire des changements constitutionnels.

Le vote massif démontre la permanence du rejet profond de la population contre le front des partis de droite et d'extrême droite (PRI, PAN, PRD), front orchestré par un homme d'affaires millionnaire, agent de l'impérialisme nord-américain.

La population a ratifié le mandat pour le changement profond de Morena. Un changement qui puisse surmonter les inégalités, la dépendance croissante du pays à l'égard de l'impérialisme et la violence, qui s'est encore exprimée lors de ces élections avec l'assassinat de cinquante candidats et l'intervention de groupes mafieux.

La population considère que le gouvernement d'Amlo (*Andrés Manuel López Obrador, président sortant,*



Claudia Sheinbaum le soir des résultats.

*Ndt*) a permis d'atténuer les dégâts qu'avaient causés les trois décennies précédentes avec l'abandon des intérêts de la nation, le préjudice à la classe ouvrière et la corruption (même si les problèmes persistent).

La candidature de Claudia Sheinbaum, une femme avec une histoire dans le mouvement étudiant et dans les actions contre le PRI et le PAN aux côtés de López Obrador, a suscité la sympathie et a favorisé le vote féminin en masse.

Le gouvernement de Claudia Sheinbaum va immanquablement être confronté à d'énormes défis

qui devront être analysés tant par les partisans et les membres de Morena que, en général, par les travailleurs et leurs organisations. Notamment parce que la droite, agent de l'impérialisme, menace de continuer à

**« Si le gouvernement Sheinbaum, soutenu par la masse des 35 millions d'électeurs, entreprend des actions pour le bénéfice de la nation et de la classe ouvrière, il bénéficiera du large soutien des travailleurs. »**



Place du Zocalo à Mexico, la population est venue en masse célébrer la victoire de Claudia

faire pression sur le gouvernement Morena (bien qu'avec un PRI en décomposition croissante et un PRD en nette extinction). Mais aussi avec la révision de l'accord de libre-échange Mexique-Etats-Unis-Canada (Tmec) en 2026 avec un gouvernement nord-américain plus agressif qu'en 2020 lors de sa signature. Les conditions économiques sont défavorables avec une croissance faible, un énorme déficit public en 2025 et des paiements d'intérêts de la dette publique supérieurs aux dépenses d'éducation. La violence qui s'aggrave, avec pour conséquences des dizaines de milliers de meurtres et de disparitions.

Enfin, la situation mondiale avec la pression accrue du gouvernement des Etats-Unis en matière de migration, d'investissements, de conflit avec la Chine, etc.

Le fait que Morena obtienne une majorité qualifiée dans les chambres devrait inciter les forces démocratiques à proposer de lutter pour une assemblée nationale constituante souveraine. Il s'agit d'un débat dans lequel la participation des membres et sympathisants de Morena et des travailleurs en général est nécessaire.

Si le gouvernement Sheinbaum, soutenu par la masse des 35 millions d'électeurs, entreprend des

actions pour le bénéfice de la nation et de la classe ouvrière, il bénéficiera du large soutien des travailleurs, dans une situation où il existe un mouvement de protestation – bien que dispersé – pour les augmentations de salaires, le retour au régime des retraites de solidarité, la suppression des exceptions du travail, pour les disparus et contre la violence, pour la souveraineté et pour la défense de l'eau et des ressources naturelles, et aussi, pour la rupture des relations avec l'Etat sioniste de Israël et pour mettre fin au génocide du peuple palestinien.

BRÉSIL &gt; RECTIFICATIF

## Des dizaines de milliers de manifestants à Brasilia



**Le compte définitif des manifestants, le 22 mai dernier à Brasilia, est de vingt mille.**

**D'**abord évalué à quinze mille, une coupe malheureuse, dans notre numéro précédent a fortement sous-estimé ce chiffre.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et auprès des dizaines de milliers de militants mobilisés au Brésil pour que le mouvement syndical, les travailleurs, qui ont bâti la richesse de la nation, puissent être les acteurs des transformations nécessaires pour un Brésil souverain.

Le combat continue pour parvenir à contraindre le gouvernement Lula d'abroger les réformes des retraites, du code travail et de l'externalisation.

COLOMBIE

## « Le rôle historique aujourd'hui est de procéder à la convocation de l'Assemblée constituante »

Correspondant

**P**etro s'est prononcé pour que le Congrès convoque l'Assemblée constituante. Il suit en cela la proposition que son ancien ministre des Affaires étrangères, Alvaro Leyva Duran, s'est chargé de promouvoir. Selon eux, les conditions pour la convocation de la Constituante sont réunies au nom du non-respect de la mise en œuvre des accords de paix.

Pour Petro, il est possible de mettre en route un mécanisme comparable à celui du *fastrack* qui avait été déclenché sous le mandat de Juan Manuel Santos, et qui avait donné un cadre juridique aux négociations. Petro affirme que les initiatives clés de l'accord n'ont pas été respectées, ce qui conduit à la réalisation des conditions de convocation d'Assemblée constituante. Les initiatives clés sont la réforme

agraire, la transformation du territoire et la vérité judiciaire. « *La même chose s'est produite avec l'accord du M19, que j'ai vécu : la Constitution de 1991 n'a pas été appliquée, l'Etat de droit social n'a pas non plus été construit ; avec les Farc, accord que j'assume désormais en tant que dirigeant, les réformes nécessaires n'ont pas été présentées. On pourra dire ainsi que le Congrès assume son rôle historique* », a affirmé Petro dans son message, ajoutant : « *A mon avis, c'est au pouvoir constituant du peuple qu'il revient maintenant de le faire ; il est également en discussion de savoir quels sont les moyens d'y parvenir : une assemblée constituante n'est qu'un moyen parmi d'autres pour exprimer le pouvoir constituant. Le rôle historique du Congrès aujourd'hui est de procéder à sa convocation* ».



AZANIE &gt; AFRIQUE DU SUD

# Des élections qui retombent en poussière...

■ Déclaration du **Socialist Party of Azania**

La commission électorale dite « indépendante » (CEI) a déclaré que les élections du 29 mai avaient été « équitables et libres », malgré 500 recours déposés et qu'elles aient été, dans une large mesure, ignorées par la population.

L'objet de toutes les discussions dans notre pays et ailleurs dans le monde

tourne autour du fait que l'ANC de Nelson Mandela, le plus ancien mouvement de libération d'Afrique, a cessé, com-me nous avions prévu, d'être un parti majoritaire. L'ANC est passé de 57 % à 40 %. Il n'est donc pas en position de monter, de manière indépendante, un quelconque gouvernement.

Le parti MK (Umkhonto We Sizwe), formé par l'ancien président Jacob Zuma, l'homme largement considéré comme le président le plus corrompu ayant jamais dirigé le pays, a donné un coup de pied dans la fourmilière en recueillant plus de deux millions de voix. Zuma s'arroge ainsi la troisième place en importance et prétend jouer le rôle de faiseur de roi sur la scène politique sud-africaine. Il est possible que l'ANC, le Parti MK et

l'EFF (*Economic Freedom Fighters* – Combattants pour la liberté économique, dirigé par Julius Malema, Ndt) forment un gouvernement que les médias des Blancs, les partis d'opposition des Blancs, qui sont dirigés par des Blancs, qualifient de « coalition fatale », prête à faire des ravages dans l'économie et à faire fuir tout investisseur.

En effet, ces trois partis, pour gagner en crédibilité auprès du peuple noir – qu'ils ont trahi à maintes reprises – ne peuvent maintenant faire plus qu'une seule chose : reprendre la terre pour la rendre à la majorité noire. C'est exacte-

ment ce qui rend les Blancs et leurs partis fous et ils ont juré d'empêcher cela par tous les moyens.

## MAINTENIR LE STATU QUO

Ils ont ainsi mis en place ce qu'ils appellent le « pacte multipartite » avec pour objectif de maintenir le statu quo. Ils ont demandé l'aide des Etats-Unis et d'autres pays impérialistes. Toute la pression se concentre sur le président Cyril Ramaphosa qui a été pris pour cible par le parti MK et invité à démissionner. Au sein de l'ANC le

**« Pour une assemblée constituante indépendante dotée des pleins pouvoirs qui donnera tout le pouvoir à la majorité noire. »**



Un quartier de Johannesburg.

mécontentement contre Ramaphosa est palpable, le sentiment général étant que c'est bien sous son règne

que la majorité parlementaire a été perdue. Il est considéré comme le président le plus faible de tous les temps.

En outre, le Pacte multipartite travaille à restaurer les relations de l'Afrique du Sud avec l'Etat sioniste d'Israël, contrairement à la « coalition de ce jour fatal » qui cherche à imposer un cessez-le-feu à Gaza et mettre fin au génocide, ce massacre général d'innocents. Car c'est bien le gouvernement dirigé par l'ANC qui a déjà traîné l'Etat d'apartheid sioniste d'Israël devant les tribunaux internationaux, la CIJ et la CPI. Cette action a offensé à la fois les sionistes, les Blancs et les églises protestantes qui ne soutiennent pas les Palestiniens et pensent que cela plairait à Dieu s'ils étaient éliminés de la surface de la terre.

Pour notre part, nous considérons que le résultat de ces élections ouvre de nouvelles possibilités et renforce notre lutte pour une assemblée constituante indépendante dotée des pleins pouvoirs qui donnera tout le pouvoir à la majorité noire. Une chose est claire : la crise ouverte est définitivement celle des accords de la Codesa de Kempton Park (1).

(1) La Convention pour une Afrique du Sud démocratique (Codesa), mise en place en décembre 1991, s'est chargée de démanteler le régime d'apartheid. Elle se réunissait dans le centre d'affaires de Kempton Park à Johannesburg.

INDE

## Modi, le Premier ministre des marchés financiers

L'issue des élections indiennes semble scellée. Le troisième mandat que le candidat du BJP, Narendra Modi, s'appête à entamer repose sur une politique réactionnaire contre la classe ouvrière.

Daresh Hake

Le journal *Business Line* rapporte : « Narendra Modi prévoit une série de mesures favorables aux entreprises s'il remporte un troisième mandat cette semaine, notamment en faisant adopter des réglementations facilitant l'embauche et le licenciement des travailleurs. (...) Dans une grande partie de l'Inde, les entreprises de plus de 100 employés ont besoin de l'autorisation des gouvernements des Etats pour embaucher et licencier. (...) Le parlement contrôlé par le BJP a adopté une loi visant à relever le seuil d'approbation officielle à 300, mais les autorités de l'Etat, qui doivent consentir aux changements, ont bloqué cette décision. Modi espère qu'une forte victoire le 4 juin lui donnera l'élan et le capital politique nécessaires pour faire plier leur opposition, ont déclaré deux responsables gouvernementaux. »

Les économistes de HSBC estiment que des changements radicaux dans la réglementation du travail ainsi que des réformes agraires sont nécessaires pour maintenir une croissance élevée de 7,5 à 8 %. Narendra Modi entend aussi offrir des subventions à la production nationale. Le modèle final serait celui des zones économiques spéciales chinoises.

Le 3 juin, la réaction des marchés financiers accompagne la victoire annoncée de Modi. « Les marchés boursiers indiens se sont envolés à l'idée que les électeurs donnent leur feu vert à de nouvelles réformes économiques (...) Le *Sensex* a augmenté de 3 % après que les sondages à la sortie des urnes ont montré une majorité

décisive en faveur du parti du Premier ministre Narendra Modi. » (Bloomberg).

## DES ÉLECTIONS ENTACHÉES D'IRRÉGULARITÉ

Dans la majorité de Modi, certaines voix s'élèvent sur la légitimité d'un troisième mandat. Dans une enquête récente, le bras droit de Modi, le ministre de l'Intérieur Amit Shah, et le chef de l'Etat de l'Uttar Pradesh Yogi Adityanath, ont été choisis comme principaux prétendants à la succession de Modi. Ce qui permettrait au BJP de poursuivre sa politique réactionnaire au compte du patronat indien. De plus, le commissaire en chef des élections, Rajiv Kumar, a mis l'opposition au défi de partager et de prouver les allégations selon lesquelles les directeurs du scrutin et les magistrats de district auraient été influencés pour vicier le processus électoral. Dans certains Etats, il a été relevé que des votants n'étaient pas admis à prendre part au vote. Chacun a en tête la fraude révélée de février dernier donnant le BJP vainqueur lors de l'élection au conseil municipal de la ville de Chandigarh, au Pendjab ; élection retoquée par la Cour suprême. De plus, le climat nationaliste développé par le BJP et Modi attisent la haine des musulmans. « Le BJP a complètement abandonné sa rhétorique de développement universel et d'inclusion (« *sabka saath sabka vikaas* ») et a adopté la haine antimusulmane débridée. (...) Tout a commencé avec l'accusation absurde selon laquelle le Congrès allait confisquer les biens des gens ordinaires – les colliers de mariage des femmes, les maisons et même les buffles – et les redistribuer entre les musulmans. (...) Et maintenant, on nous dit que le Pakistan sera le pays le plus heureux de voir un gouvernement dirigé par le Congrès revenir au pouvoir en Inde. » (éditorial dans *Libération*, journal du CPI-ML). Diviser la classe ouvrière, défaire les conquêtes ouvrières, militariser le pays, tels sont les objectifs de Narendra Modi. ■

JAPON

## Les étudiants de Tokyo contre la hausse des frais de scolarité

Des étudiants ont brandi une banderole indiquant « N'augmentez pas les frais de scolarité, protégez notre avenir » lors d'une manifestation au cours d'un festival scolaire sur le campus de l'université de Tokyo, dans l'arrondissement Bunkyo de Tokyo, le 19 mai.

Albert Tarp

Le montant actuel de 535 800 yens (3 410 dollars) est le montant standard pour les frais de scolarité dans les universités nationales, fixé par le ministère de l'Education. On pense qu'une règle autorisant les universités à fixer des frais jusqu'à 20 % plus élevés en 2025 est à l'origine de la décision proposée par l'université de Tokyo. Parallèlement à ces hausses, l'université prévoit d'améliorer l'aide financière.

Le quotidien japonais *Mainichi Shimbun* a rapporté que le 19 mai, lors d'un festival organisé sur le campus Hongo de l'université de Tokyo, auquel ont participé un grand nombre de visiteurs, une vingtaine d'étudiants ont brandi des banderoles de protestation avec des slogans

tels que « Ecoutez les étudiants » et « Tenez ferme contre l'augmentation des frais de scolarité ».

Utilisant un mégaphone, les étudiants présents à la manifestation ont également crié : « Si les frais de scolarité à l'université de Tokyo augmentent, cela se propagera à travers le pays. Nous devons y mettre fin ici. »

Hugo Garrigue, 20 ans, étudiant en deuxième année de la faculté des Arts et des Sciences qui dirige le bureau de l'association étudiante pour le dialogue entre les parties, a déclaré : « Si la hausse des prix à l'université de Tokyo est mise en œuvre, elle pourrait s'étendre à d'autres universités du pays, et si elle est introduite à partir de l'année universitaire 2025, cela affectera également les étudiants actuels de premier cycle qui souhaitent entrer en études supérieures. Du point de vue de l'autonomie de chacun à l'université, nous espérons que l'université écoutera la voix de ses étudiants. »

Depuis 2019, sept universités nationales – toutes situées dans la région de la capitale Tokyo – ont révisé leurs frais de scolarité à la hausse de 18,6 à 20 %. ■



Manifestation des étudiants de l'université de Tokyo contre le projet de hausse des frais de scolarité, pour la première fois depuis 20 ans.



## KANAKY

## La question de la terre, au cœur du combat du peuple kanak

L'acte de propriété de l'Etat français date du 24 septembre 1853. Il n'a jamais été annulé.

**L'acte de possession par l'Etat français de la Kanaky obtenu par la terre et la spoliation date du 24 septembre 1853. Il n'a jamais été annulé. L'Etat colonial français est donc légalement le propriétaire des terres sur lesquelles se trouvait le peuple kanak et lui seul.**

**Les accords de Matignon et de Nouméa n'ont jamais ouvert la voie à l'indépendance de la Kanaky. Ils ont divisé la terre kanake par la création de régions notamment, par l'individualisation-privatisation de cette terre, et conforté la mainmise de l'Etat colonial et des colons avec le soutien de quelques éléments corrompus. La presse aux ordres et quelques autres réactionnaires de tout poil calomnient le peuple et la jeunesse kanak comme ils l'ont fait hier avec les Guadeloupéens, les Martiniquais ou les Guyanais, sans oublier les Comoriens à qui l'Etat français a volé l'île de Mayotte... et avant-hier, avec la jeunesse des banlieues populaires. Bas les pattes devant le peuple kanak! Retrait de la loi scélérate. Raid, GIGN et autres CRS et gendarmes, retournez dans vos casernes sur le continent et restez-y!**

Gérard Bauvert

L'identité kanake est indissociable de la question de la terre. Celle-ci constitue l'un des fondements civilisationnels du peuple kanak. La terre ne se vend pas. Elle est nourricière

bien entendu, mais elle n'est pas que cela. Elle est collective. Nul n'a le droit de l'accaparer et a fortiori de la céder. La terre des Kanaks c'est une large part de l'identité du peuple lui-même.

Lorsque l'Etat s'empare en 1853 de celle-ci par la violence et le meurtre, cette spoliation déséquilibre profondément le maillage sur lequel repose l'équilibre social existant. Comme l'indique Michèle Barrault dans un article, « 165 ans d'accaparement de la terre » (2018) : « Très vite, l'Etat français met la main sur une grande partie de l'île considérant que les terres non directement occupées par les Kanaks ne leur appartiennent pas. »

#### LES KANAKS REFOULÉS DE LEURS PROPRES TERRES

Dès 1853, le gouverneur déclare que le domaine de l'Etat est constitué « de toutes les terres non occupées ainsi que les forêts, bois de construction, mines de toute espèce... ». Le refoulement commence. Les peuples de Kanaky sont réduits aux seules terres effectivement cultivées, ce qui porte atteinte à l'agriculture kanake (itinérante avec jachère) et à la conception kanake du sol, des montagnes, des forêts.

En 1864, le gouverneur affirme : « C'est un fait exact que toutes les terres appartiennent à l'Etat par droit de conquête. Le gouvernement fait une générosité aux indigènes et leur a laissé une partie des terrains qu'ils occupaient à la prise de possession ; mais

cela ne diminue en rien le droit qu'est celui du plus fort, droit qui a été reconnu par les puissances étrangères et dont nous n'avons à rendre compte à personne ».

En 1884, l'Etat français déclare par décret que toutes les terres y compris celles octroyées aux Kanaks lui appartiennent. Les Kanaks n'ont plus qu'un « droit d'usage ».

Pendant tout ce temps, l'Etat colonial encourage l'émigration française octroyant des concessions gratuites aux colons (près de 30 000 bagnards vivent sur l'île, mais peu y resteront *in fine*).

#### PARQUÉS DANS DES RÉSERVES

A partir de 1868, les Kanaks voient leurs terres délimitées, ce qui constitue une première étape vers la création des réserves. Une grande révolte a lieu en 1878 face au saccage des cultures kanakes par les troupes des colons. La répression est sanglante. 13 novembre 1897, un arrêté proclame l'appropriation pure et simple des terres kanakes et le parquage des tribus sur des territoires différents de leur emplacement habituel. « En 1897 et 1903, le gouvernement réorganise le territoire et généralise le système des

réserves et conduit les opérations dites de "containment". Les Kanaks sont déplacés de force sur les terres les moins fertiles dans les montagnes et sur la

**« C'est un fait exact que toutes les terres appartiennent à l'Etat par droit de conquête. Le gouvernement fait une générosité aux indigènes et leur a laissé une partie des terrains qu'ils occupaient à la prise de possession. »**

Le gouverneur de Nouvelle-Calédonie 1864.

côte est. Tous les Kanaks sont désormais parqués dans des réserves » (*ibidem*). Les réserves représentent à cette époque environ 7 % de la surface de l'île. Les Kanaks sont ensuite régis par le code de l'indigénat, comme en Algérie. Ils sont des sujets et non des citoyens. Les Kanaks ne peuvent résider hors de leurs réserves et n'en sortir sans l'autorisation du chef de la gendarmerie. C'est l'apartheid dans toute sa dimension.

En 1900, un impôt par capitation, c'est-à-dire une taxe annuelle que doivent payer tous les hommes kanaks adultes est instituée. Son montant correspond à 10 jours de travail chez les colons, seule source d'argent possible.

En 1922, institution du « travail d'utilité publique » (12 jours par an de travail forcé).

La loi du 7 avril 1946 abolit le code de l'indigénat pour que les Kanaks puissent se déplacer librement et résider où ils veulent. En théorie du moins. A noter les profondes similitudes avec

le processus de colonisation de l'Algérie, autre colonie de peuplement.

#### LA MACHINATION DES ACCORDS DE MATIGNON ET NOUMÉA

« Tous ces bouleversements, à commencer par le "containment" dans des réserves loin de la terre natale sont destructeurs de la civilisation kanake. Déplacés, arrivant sur des terres déjà occupées par d'autres groupes qui sont obligés de les accueillir et de leur attribuer des parcelles. C'est un enfermement général. La terre n'est pas seulement nourricière, elle est aussi le lieu qui rattache chaque individu et son groupe à une histoire, une culture, c'est la cohésion du groupe » (*ibidem*)

1878, 1917, 1984, 1988 : les révoltes du peuple kanak n'ont jamais cessé (pour ne citer que les plus marquantes) pour récupérer leur terre spoliée.

Aujourd'hui les terres coutumières ne représentent que 19 % de la surface de l'île. Vingt-six ans après les accords de Nouméa, la colonisation est toujours à l'œuvre. Les Kanaks sont toujours spoliés de la majorité de leurs terres.

Face à la révolte, l'Etat français est contraint de faire des concessions afin de « garder la main » et poursuivre la domination coloniale. Les accords dits de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) sont une machination. Ils visent à rendre définitivement minoritaire le peuple kanak dans son propre pays. ■

## Macron dans Elle : une interview réactionnaire

Lou-Anne

Le 8 mai, Macron donnait une interview fleuve, dans laquelle il revenait sur sa politique en matière de droits des femmes. Face à l'épreuve de la réalité, ses discours féministes se vident de leur sens, de la polémique sur le rôle des pères jusqu'au « réarmement démographique ».

#### LE PÈRE DEVRAIT PRENDRE SON RÔLE DE PATRIARCHE

Macron annonce vouloir obliger les pères absents à « un devoir de visite, un devoir de suivi, d'éducation, de poursuite du projet parental au-delà du couple ». Ainsi, les mères déjà seules à assumer la charge d'élever leurs enfants et bien souvent dépendantes de la pension alimentaire qu'elles reçoivent seront ravies d'apprendre que l'homme qu'elles ont quitté a toujours un mot à dire dans l'éducation des enfants qu'il a délaissés. De même, les enfants abandonnés ou violentés par leur père seront heureux de savoir que celui-ci se trouve conforté dans son autorité parentale et obligé de leur rendre visite. Bien sûr, ceux qui sont visés sont explicitement nommés par le président : « 90 % des jeunes émeutiers de juillet dernier étaient issus soit de l'aide sociale à l'enfance, soit de familles monoparentales ». Encore une fois, les plus pauvres sont pointés du doigt et leur colère légitime renvoyée à l'état

**Encore une fois, les plus pauvres sont pointés du doigt et leur colère légitime renvoyée à l'état d'enfant mal éduqué.**

de caprice d'enfant mal éduqué. S'alignant sur les discours réactionnaires de l'extrême droite, Macron entretient le fantasme d'une autorité à rétablir. Nous nous contenterons de répondre en citant les propos de Yessa Belkhodja lors de l'assemblée du POI du 5 mai 2024 à propos des mères de banlieues : « On monte ce collectif pour dire que nous, en tant que mères, on n'est pas des sujets politiques passifs ».

#### LA SANTÉ DES FEMMES N'EXISTERAIT QUE POUR LEUR CAPACITÉ À REPRODUIRE

Plus largement, cet entretien révèle le désengagement de l'Etat pour les droits des femmes et des minorités de genre en matière de santé. Face au problème d'accès à la PMA dont les délais d'attente sont interminables, Macron propose d'« ouvrir aux centres privés l'autoconservation ovocytaire ». C'est la continuation de l'entreprise de la casse du service de santé publique et de la privatisation de ce secteur. En première ligne la santé des femmes et des minorités. En ce qui concerne les recherches pour la ménopause que Macron annonce relancer, rappelons que c'est un domaine privilégié de l'exercice des gynécologues médicaux que le

Comité de défense de la gynécologie médicale s'acharne à défondre depuis des années.

Ce qui intéresse principalement le président à propos de la santé des

femmes, c'est leur « fertilité ». Il insiste ainsi de nouveau sur son plan de relance de la natalité, une « force française », au mépris du respect des femmes. On retiendra la phrase : « Toute femme doit disposer librement de son corps. Mais... ». Il semble oublier que l'effondrement de la natalité depuis son arrivée au pouvoir (1,89 en 2017 à 1,68 en 2023) est d'abord la conséquence de sa politique sociale qui fait la guerre aux travailleurs.

#### UN DISCOURS FÉMINISTE QUI CACHE UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE ET SEXISTE

La première cause de la montée du sexisme chez les jeunes hommes ? La pornographie selon Macron, qui accuse une fois de plus l'éducation des parents irresponsables. Pour y remédier, il annonce vouloir déployer les cours d'éducation à la vie affective et sexuelle au sein des établissements scolaires : « Il faut que ces cours aient vraiment lieu ». Il semble pourtant oublier que ces cours sont obligatoires dans le Code de l'éducation, qui prévoit au moins trois séances annuelles. Si moins d'un élève sur cinq a la possibilité de les suivre, c'est avant tout à cause de l'entreprise de destruction de l'école publique et des milliers de suppressions de postes qui empêchent que ces cours soient dispensés. Enfin, dans la dernière partie de son entretien, il revient sur la décoration de Thierry Ardison, qui a tenu durant toute sa carrière des propos sexistes inacceptables, et sur son soutien à Gérard Depardieu. Il réaffirme ses propos, et demande un débat

« apaisé » pour pouvoir écouter ce que ces derniers ont à dire. Qu'en est-il de l'apaisement des 103 femmes mortes sous les coups de leurs

conjointes en 2023 ? Doit-on là aussi laisser la parole à leurs agresseurs ? ■

### Trait libre

#### LEUR "SURSAUT DE SÉCURITÉ"

LEVÉE DE L'EXCUSE DE MINORITÉ !  
FOUTONS-LES EN INTERNAT,  
CHEZ LES ENFANTS DE TROUPE,  
EN CENTRES DE REDRESSEMENT,  
EN MAISONS DE CORRECTION,  
AU BAGNE DES ENFANTS,  
ROUVRONS LA-PETITE-ROQUETTE,  
BELLE-ILE, LA RÉUNION,  
CAYENNE, L'ILE-DU-DIABLE...



LE FENEC



Cela s'est passé  
il y a 176 ans

# La révolution de juin 1848 : parce qu'« il ne suffit pas de changer les mots... » (Blanqui)

Jean-Marc Schiappa

**R**enouant avec les traditions révolutionnaires, les 22, 23 et 24 février 1848, des journées insurrectionnelles mettent fin à la monarchie de Juillet (1). Mais l'installation de la République, comme l'écrit l'historien Jean-Claude Caron, « n'apparaît pas comme une formalité ». Il a fallu l'invasion de l'Assemblée par une manifestation en armes des ouvriers parisiens pour que l'abdication de Louis-Philippe soit autre chose qu'un changement de dynastie. Se met en place un gouvernement provisoire composé de bourgeois modérés auquel on adjoint des ministres issus des rangs socialistes ; c'est seulement après la mise en place de ce gouvernement qu'on parle de République. Entre-temps, Lamartine a fait retirer le drapeau rouge comme symbole du nouveau régime au profit du drapeau tricolore. La révolution doit être respectable... Avec une unanimité touchante qui préfigure tous les retournements dont sera capable ultérieurement l'appareil d'Etat français à travers tous les bouleversements, les notables qui servaient hier la monarchie se mettent au service de la République, cela aussi est une tradition bien française. Mais le rapport de force est toujours en faveur de la classe ouvrière malgré sa faiblesse politique. Car la proclamation de la République n'est pas une mince chose. Marx souligne que cela représente pour les ouvriers, surtout sous la forme « république démocratique et sociale », « l'abolition de la domination de classe ». Le révolutionnaire Louis-Auguste Blanqui explique : « La république serait un mensonge, si elle ne devait être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre. Il ne suffit pas de changer les

mots : il faut changer les choses. La République, c'est l'émancipation des ouvriers ; c'est la fin du régime de l'exploitation. »

## DES MINISTRES SOCIALISTES

La bourgeoisie doit gagner du temps. C'est le rôle du gouvernement provisoire avec, en son sein, des ministres socialistes. Toujours pour citer Marx, le gouvernement provisoire est un « compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité ». Un certain nombre de mesures démocratiques furent prises, comme l'abolition de la peine de mort pour raison politique, ou la liberté de réunion (qui était déjà établie dans les faits puisque, à Paris, en quelques semaines, plus de 150 clubs se constituèrent). Les mesures sociales furent discutables. On établit « le droit au travail », ce qui est à la fois trop pour les bourgeois (qui le firent abolir peu après) et trop peu pour les ouvriers ; quelques réformes furent appliquées provisoirement comme la diminution du temps de travail. Mais, surtout, le gouvernement composé de bourgeois modérés, violemment hostiles au socialisme, organisa la déconsidération systématique des idées socialistes. Ainsi, les Ateliers nationaux. Pour calmer l'agitation ouvrière due au chômage persistant, le gouvernement met en place des ateliers dans lesquels les ouvriers sont occupés à des grands travaux, relativement peu productifs par ailleurs. Très vite, la réaction stigmatise ces ateliers présentés comme onéreux, ce qu'ils ne sont pas. Un pogon de dingue, en somme.

## DÉSARMER LE PROLÉTARIAT

Beaucoup plus concrètement, le gouvernement provisoire met en place une commission spéciale dite « du Luxembourg » affectée à régler les

problèmes des ouvriers, elle y affecte les délégués des métiers de Paris, flanqués des ministres socialistes. Marx rappelle : « A la différence de tout pouvoir d'Etat ordinaire, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. » Pendant ce temps, le gouvernement s'occupe des affaires sérieuses. Le rôle des ministres socialistes fut de « faire un cours sur la faim devant le peuple affamé », comme l'écrivit ultérieurement un des leurs, Louis Blanc. Formule à retenir. Combien de sectes se promènent de nos jours avec dans leurs poches des « plans », des « mesures », des « théories » toutes prêtes et passent leur temps à donner des cours sur la faim devant le prolétariat affamé ! A une différence forte avec la situation de 1848, c'est qu'on sait, c'est qu'on devrait savoir à quoi mène ce genre de politique : désarmer le prolétariat.

Si les organisations ouvrières, pour toutes sortes de raisons, étaient faibles, Blanqui, tranche par sa lucidité et son sens politique avec les partisans des théories utopistes et des idées de coopération, voire de collaboration entre les classes. Il caractérise le gouvernement provisoire « Changement de forme, maintien du fond. L'édifice du privilège, sans une pierre de moins, avec des phrases et quelques banderoles de plus ». Il est lucide sur les prochaines élections à l'Assemblée constituante qui n'a de Constituante que le nom (ah ! le piège des mots bien clinquants et bien creux, encore une tradition française !) : « La France est loin d'être républicaine ; il faut se garder de l'effrayer ; le plus sûr est d'abandonner les hommes de l'Hôtel-de-Ville à leur impuissance pendant qu'on organisera le peuple des faubourgs. » Il ne cesse de demander le report des élections « le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois ». Des élections dans de telles conditions



Incendie du château d'eau, place du Palais-Royal, le 24 février 1848. Gravure de Alphonse Esquiros, 1851-1853.

Leemage via AFP

sont un guet-apens. Voilà pourquoi, en même temps qu'il demande le report des élections, Blanqui demande le départ des troupes hors de Paris, l'élimination des fonctionnaires monarchistes, la suppression des lois contre les associations ouvrières.

## CAMPAGNE DE CALOMNIES CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

Le gouvernement provisoire doit abattre Blanqui : il publie un faux, appelé « Document Taschereau », visant à faire passer le révolutionnaire pour un traître. La calomnie s'abat sur Blanqui, comme elle s'est abattue sur Robespierre, comme elle s'abattra sur Jaurès et sur Trotsky, comme elle s'abat de nos jours sur LFI et sur Jean-Luc Mélenchon. Dans le camp des démocrates, certains comme Barbès, par haine fractionnelle, se font l'écho des calomnies. Là encore, rien de nouveau sous le soleil. Blanqui passe de longues semaines à se disculper. Le mouvement révolutionnaire est déstabilisé. Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, donne des consignes dans les départements pour que les élections se pas-

sent conformément aux vœux du gouvernement. Quand les élections ont lieu le 23 avril, moins de deux mois après la révolution, elles donnent une majorité écrasante au parti de l'ordre, sous sa forme monarchique ou bourgeoise. Les communistes, Blanqui le premier, ne sont pas élus.

Le gouvernement, aidé en cela par les ministres socialistes, a épuisé et démoralisé la classe ouvrière. Dans la foulée, il y a la provocation de la manifestation du 15 mai où la foule envahit le Parlement, non gardé, ce qui permet la répression et l'arrestation de Blanqui et d'autres dirigeants, puis la fermeture des Ateliers nationaux, ce qui provoque la révolte en juin des ouvriers sans chefs ni organisation. L'insurrection est écrasée par l'armée avec plus de 5 000 morts du côté des insurgés, et environ autant de prisonniers déportés en Algérie. Ce n'est que la conséquence de la politique gouvernementale de soumission des « socialistes » à l'ordre bourgeois. ■

(1) Nom donnée au régime monarchique qui succède à la Restauration en juillet 1830.



**JOURNÉES JEUNES  
AVEC LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**  
14-16 Juin 2024

### Ateliers

#### 1. Fascisme et IV<sup>e</sup> Internationale

Le Pen, Macron, fascisme : quelles différences ?

#### 2. Féministe donc marxiste

Les positions et les combats du marxisme pour les droits des femmes, la révolution culturelle et les dérives bourgeoises

#### 3. S'organiser contre la guerre

Quelques enseignements de l'histoire

### Plénières

#### 1. Questions d'actualités : Macron-Le Pen, "Union de la gauche", Gaza, Ukraine

#### 2. La IV<sup>e</sup> Internationale : une internationale pour quoi faire ?

**JEUNES DU  
POI**  
PARTI OUVRIER  
INDÉPENDANT



Contact et renseignements à  
[journéesjeunes4@gmail.com](mailto:journéesjeunes4@gmail.com)

**CERCLE D'ÉTUDES** Conférence  
**Pierre Lambert** publique  
FONDATEUR DU JOURNAL INFORMATIONS OUVRIÈRES

[youtube.com/@CercleEtudesPierreLambert](https://youtube.com/@CercleEtudesPierreLambert)

« **Le marxisme  
et notre  
époque** »

Présentation du livre  
de Léon Trotsky



Disponible à la Séléo, 2€

**Mercredi 19 juin 2024, à 18 h 30**  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



**INFORMATIONS OUVRIÈRES**  
**Tribune libre de la lutte des classes,**  
**hebdomadaire du POI.** Dans le cadre  
de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,  
fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité  
de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement  
combattre pour l'émancipation des travailleurs.  
Cela sous leur propre responsabilité.  
L'hebdomadaire est édité par l'association  
(loi 1901) Informations ouvrières.  
Nicole Bernard, directrice de la publication.

• **Rédacteur en chef :** Yan Legoff.  
• **Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.  
• **Imprimerie :** Imprimerie spéciale.  
• **Tirage :** 10 000 exemplaires.  
• **Commission paritaire :** 0924 C 85410.  
• **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** *Informations ouvrières*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,  
CS 30016 - 75479,  
Paris CEDEX 10.  
Tél. : 01 48 01 88 20.  
E-mail : informations-ouvrieres@iomago.fr

• **Administration,**  
**abonnements, commandes :**  
Tél. : 01 48 01 88 22 ;  
01 48 01 88 41.  
E-mail : administration-io@iomago.fr  
• **Dépôt légal :** à publication.

**L'HUMEUR**  
de Michel Sérac

**36 000 à Gaza,**  
**rapportés à la**  
**population française =**  
**un million d'êtres**  
**humains massacrés !**

« On en est à 36 000 morts, pour une population de 2,3 millions à Gaza. Rapporté à la population française, c'est un million de morts ; parler d'un "accident tragique" (1) est d'un cynisme absolu. Rappelons que le président israélien Herzog a dit qu'il ne ferait pas de différence entre combattants et civils, et Gallant, ministre de la Défense, que c'étaient des animaux. Lisons simplement ce que dit la Cour internationale de justice, ce que dit la Cour pénale internationale: le droit international a été complètement violé. (...) La Maison-Blanche se dit "bouleversée" : elle fournit des armes et ensuite se dit bouleversée que ces armes tuent ». Jean-Paul Chagnollaud, interrogé le 28 mai, est président d'un institut de recherche universitaire réputé (2). Le même jour, le lieutenant-colonel Guillaume Ancel déclare: « Il y a au moins 300 morts par jour, 9 à 10 000 par mois. Les Israéliens disent lutter contre des terroristes, or ils sont spécialistes de la lutte anti terroriste, on ne le fait pas avec des bombes d'une tonne » (3). Il compare avec les chiffres d'Hiroshima. La suffocation morale s'étend sans cesse, parmi les citoyens, devant l'horreur génocidaire, la tuerie méthodique. ... Excepté pour la garde rapprochée de Netanyahu en France : les députés RN-macronistes-LR que la seule vue d'un drapeau palestinien fait baver de rage. La cruauté, l'inhumanité insondables de cette classe sociale soudée, tous partis bourgeois confondus, contre les droits des peuples n'appelle qu'une conclusion pratique : s'organiser politiquement, pour la combattre et la défaire.

(1) Après le bombardement du camp de déplacés, les 45 morts, les enfants démembrés et décapités, c'est « l'excuse » opposée à l'indignation mondiale par Netanyahu, nettoyeur ethnique.  
(2) Le 8 h 30 de Franceinfo, 28 mai 2024 ; J.-P. Chagnollaud est président de l'Institut de recherche et d'études Méditerranéenne Moyen-Orient.  
(3) Calvi 3D, BFMTV 28 mai.

**RENCONTRE**

**« Non à l'Otan, oui à la paix ! »**  
**Washington, 5 et 6 juillet**



Dans l'invitation à la rencontre :  
« Israël achète des armes à l'Otan. Et Israël vend à l'Otan son arsenal "testé sur le champ de bataille" ». La guerre est un business, et le business est bon. Sans l'Otan, ni les Etats-Unis ni Israël ne pourraient prétendre faire partie d'une « communauté internationale », d'un « ordre basé sur des règles ».

Un sommet intitulé *No to Nato, yes to peace*, c'est-à-dire « Non à l'Otan, oui à la paix » se tiendra dans la capitale américaine les 5 et 6 juillet prochains, à la veille du 75<sup>e</sup> sommet de l'Otan, qui marquera aussi son 75<sup>e</sup> anniversaire. Cette rencontre sera suivie d'une manifestation, rejointe par une marche depuis l'Etat du Maine, au nord des Etats-Unis, formée « d'anciens combattants pour la paix ». L'appel à cette rencontre a été initié, notamment, par les associations antimilitaristes « Campagne pour le désarmement nucléaire » et *Codepink*, mais aussi par le secteur international de DSA, parti américain regroupant près de 80 000 membres et s'inscrivant dans toute la tradition du socialisme démocratique aux Etats-Unis.

**Le POI est invité à participer à cette rencontre. C'est dans Informations ouvrières que vous lirez le compte rendu.**

**Abonnez-vous à Informations ouvrières ! Soutenez Informations ouvrières avec le lien suivant : [bit.ly/don-io](https://bit.ly/don-io)**

**Pour l'été ou pour le prochain numéro, abonnez-vous dès maintenant !**

Sur [www.infos-ouvrieres.fr/abonnements](http://www.infos-ouvrieres.fr/abonnements)

De nombreuses formules au choix :  
100 % numérique  
ou  
numérique + journal papier

ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

**10 numéros de l'été : 14 euros**  
**4 juillet au 5 septembre 2024**  
**du n°815 (3209) au n°824 (3218)**

Par prélèvement mensuel : 7 euros  
 11 euros pour les plis clos

Par prélèvement mensuel avec soutien : ..... euros  
(Le prélevements ont lieu en fin de mois. Dater et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

12 n°s : 20 euros       6 mois (25 n°s) : 35 euros  
 1 an (51 n°s) : 70 euros       1 an, pli clos : 135 euros

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité : .....  
Département : .....

NOM, Prénom .....  
N° : ..... Rue, bd, av., etc. : .....

Nom de la voie : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Email : .....

Bulletin à renvoyer à :  
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

**Mandat**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Informations ouvrières à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Informations ouvrières. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date : .....

Signature (obligatoire) :  
.....

**IMPORTANT :** n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

**Numéro ICS : FR69ZZZ442543**

Cadre réservé à l'administration du journal  
.....